

# TRAVAILLEURS

Parti pour une alternative communiste



P.A.C.

Mensuel — N°34 — Juin 1986 — 12,00 F

ISSN 0754-281 X

**LE PS  
ET LA  
RECONQUÊTE**

**QUELS  
DEVENIRS  
POUR LES  
COMMUNISTES?**

**LA  
QUADRATURE  
DU GLOBE**

# 1936 1986

Juin 1936-Juin 1986. Deux «trains du plaisir» pour  
 qui une fête cégétiste au Tréport, qui une randonnée cycliste  
 socialiste à Caen, quelques réunions-débat ici ou là :  
 l'un des mouvements populaires parmi les plus magnifiques  
 de ce siècle a été célébré un peu en marge et dans la division,  
 chacun se repliant sur son propre souvenir.  
 Comme si le «souffle de 36»,  
 butant sur les dures réalités de 86,  
 s'avérait incapable d'animer quelque peu un projet d'avenir.  
 Ce «souffle de 36» qui, quelques années durant,  
 fit ici rempart au fascisme submergeant l'Europe  
 et qui imposa que les prolétaires d'alors  
 deviennent acteurs à part entière de la vie politique et sociale,  
 a nourri la conscience collective de millions d'hommes  
 et de femmes, de la Libération aux années 70.  
 Est-il épuisé en 1986,  
 alors que l'offensive «libérale»  
 d'une droite radicalisée et arrogante,  
 flanquée d'une extrême-droite musclée  
 qui revendique aujourd'hui les valeurs des «cagouleurs»  
 et des pétainistes,  
 trouve comme barrage un mouvement ouvrier et populaire  
 en crise structurelle et culturelle ?  
 Assiste-t-on à un «1936 à l'envers» ?  
 A un troublant retour du balancier de l'histoire  
 que la répétition des références,  
 des politiques et pratiques propres à 36 suffirait de relancer ?  
 L'expérience des années 80  
 invite à formuler une autre hypothèse d'avenir.  
 Car au terme de ce demi-siècle suivant le Front populaire,  
 le monde a profondément changé, la période change.  
 Un nouveau souffle populaire, dans la parenté de 36,  
 ne saurait prendre force et ampleur aujourd'hui  
 que si le mouvement organisé  
 prend plénitude conscience et mesure de ces bouleversements  
 et de ce changement de période.  
 Cette urgente nécessité ressort de «l'état des lieux»,  
 rapide et incomplet,  
 que TravaillEurs a esquissé dans ce numéro et le précédent (\*).  
 Il n'est pas de contre-offensive possible et gagnante  
 face au défi du libéralisme  
 sans que soit reconnue l'inadéquation des réponses théoriques,  
 politiques et organisationnelles  
 du mouvement ouvrier et populaire aux réalités d'aujourd'hui,  
 sans qu'il prenne délibérément  
 comme sources de renouvellement  
 les potentialités du monde et de la période qui changent :  
 la formidable aspiration à l'indépendance et au développement,  
 l'aspiration à la paix,  
 les exigences à la maîtrise du destin individuel et collectif,  
 à l'accès au savoir, à la culture et à la démocratie.  
 C'est dans cette perspective qu'agit le PAC et qu'il réfléchit  
 pour son prochain Congrès  
 dont TravaillEurs de juillet publiera les contributions.

**Camille GRANOT**

(\*) Dans le précédent numéro : un état des lieux chiffré après le 16 mars - la réaction à l'œuvre (thèses et programme de la droite) - les communes sous le règne du libéralisme - le Front national s'installe dans la société française - le PCF : nouvel échec, nouveaux problèmes - l'interview du rédacteur en chef de la revue M et un document du Parti communiste italien : «Avant tout, se renouveler»

# Quels devenirs pour les communistes ?

Dans notre précédent numéro (Travailleurs n°33), après avoir analysé les résultats électoraux du PCF, nous nous posions la question : « Mais dès lors — après ce nouvel échec, ce nouveau recul — quel devenir pour les communistes ? ». Assurément, ce n'est point la première fois que cette question se révèle nécessaire et pertinente. A chaque recul, depuis près d'une décennie, elle fut posée ; à chaque « retard », qu'il soit de 56, 68, 78, 81 ou 84, elle taraude les militants du mouvement social et politique. Pourtant, cette fois, elle n'a jamais autant pesé. Qu'on y pense ! Les jeunes générations, qui s'éveillent à la vie sociale, s'avancent dans un paysage où le PCF vaut moins de 10 %. Parfois nous lisons — dans l'article du Monde du 9 avril de Maurice Kriegel-Valrimont (1) par exemple — « Il y a bien sûr des hauts et des bas. En 1930, c'était au plus bas, et cela n'a pas empêché 36 ; en 40 c'était au plus bas et cela n'a pas empêché 44 ». Pourquoi, dans ce monde si difficile pour le mouvement ouvrier et populaire ces dernières années, ne pas se mettre un peu de baume au cœur ? Mais très vite resurgit, lancinante, cette réalité : le communisme, cette « jeunesse du monde », après plus d'un demi-siècle, que de plaies, que de rides ! Pour le moins, dans notre pays, quel manque d'attrait ! A-t-il de l'avenir ?

## UN COURANT COMMUNISTE DIVERS ET ÉCLATÉ

Il y a encore peu d'années, s'interroger sur le communisme revenait en fait à conjecturer sur le Parti communiste. Aujourd'hui, ce n'est plus guère possible. Le monument s'effrite rapidement. Ainsi l'exprimait fort justement Michel Cardoze (2) lors d'un débat entre sensibilités communistes diverses, salle des Agriculteurs à Paris : *Non je ne pense pas que hors du Parti communiste il n'y a point de communistes ou de culture communiste. Depuis trente, voire quarante ans, ceux qui ont été attachés au PCF, aux idées et aux espoirs qu'il représentait, puis qui en sont partis, en ont été écartés, vivement ou à l'usure, ceux-là sont si nombreux qu'on peut bien parler d'un courant communiste éclaté*.

Il est clair que le « monde » communiste ne peut plus s'analyser par la seule observation du PCF. Il est nécessaire d'abandonner (voire de seulement relativiser) la centralité PCF.

Dans la période de rédaction d'*Étapes et problèmes* (3), un effort important fut fourni par les historiens du PCF pour concevoir celui-ci non plus seulement comme sujet, mais comme objet. Le bol d'air était nécessaire. Il faudra aller désormais encore plus avant et aborder le communisme en France comme un mouvement de pensée et d'action divers et éclaté. Sans doute — sans qu'on osât se l'avouer — la diversité communiste existe depuis toujours, mais elle se « résolvait » en dedans de l'organisation. Depuis 1956 et dans une accélération sérieuse ces dernières années, cela ne semble plus possible. Et l'excommunication ne détruit plus le caractère communiste de l'exclu ou du démissionnaire.

Pour se rendre compte de cet « éclaté », on ne pourra malheureusement pas se contenter de nommer les structures subsistantes des grands schismes internes au mouvement communiste lui-même, ou des ruptures d'avec la réalité du pays. Ce sera trop court. A preuve : jetons un rapide coup d'œil sur les organisations se réclamant clairement du communisme répertoriées dans le *Quid* cette année : Comités communistes pour l'autogestion, Ligue communiste révolutionnaire, Lutte ouvrière (issue de l'Union communiste internationaliste), Organisation combat communiste, Organisation communiste de France (ml), Organisation communiste libertaire, Organisation communiste des travailleurs, Parti communiste français, Parti communiste internationaliste, Parti communiste marxiste-léniniste, Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste, Rencontres communistes, Union des travailleurs communistes libertaires. Pour atténuer notre amertume, nous pouvons bien entendu souligner que le *Quid* n'est pas tenu au courant, mois après mois, des heurs et malheurs du « courant communiste éclaté » et que cette liste a des insuffisances. Cela est bien vrai : la naissance du PAC (juin 85) n'est pas notée, mais les disparitions non plus. Or l'OCFml n'existe plus, ni le PCRml, ni l'OCT : L'UCFml, non signalée ici, s'est dissoute et n'en subsiste que l'Association des conférences du Perroquet. La Convention communiste s'est

dispersée. Des organisations qui se référaient encore au communisme dans les années 70 ne le font plus : par exemple, certaines organisations qui sont fédérées sous le sigle de la Gauche alternative (sauf dans leur action autonome, CCA). Nous pourrions allonger la liste en citant quelques groupes locaux ou les organisations de communistes étrangers en France. A quoi bon !

Il nous faut donc pour ne pas limiter le « courant communiste » à une somme de qualificatifs abscons et souvent incorrects — trotskystes (pablistes, lambertistes...), libertaires, maoïstes — ou peu signifiants des sensibilités réelles — autogestionnaires, alternatifs, démocratiques, critiques ou rénovateurs — chercher des outils d'analyse plus complexes.

Les strates générationnelles ou les chocs événementiels sont de bons repères, mais sont pourtant insuffisants à appréhender la complexité de l'éparpillement. Ce sont le choc de 56, le schisme de 65, le printemps de 68, l'impasse stratégique de 78, le tête-à-queue de 81, le repli trileux de 84, le délire paranoïaque de 86, de ces jours-ci. Cela donne des déçus par paquets entiers et des abstentionnistes par dizaines de milliers.

La meilleure approche serait sans nul doute une lecture courageuse des mutations de la société française, un regard acéré sur les évolutions et reclassements du monde. Les perspectives, la vision de la société offertes par le PCF perdent au fil des ans leur force de conviction ; les erreurs des états-majors accélèrent la distanciation. Patrick Tort (4), dans un article : « Le Parti d'en mourir », avait tenté le listage de celles-ci : « erreur dans l'excès des virements tacticiens ; erreur dans le désaccord entre les principes et la pratique ; erreur dans l'éternel retard face aux minorités démocratiques ; erreur quant à la représentation de la crédibilité ; erreur dans l'inconsistance du projet politique ; erreur dans le refus de la critique ; erreur dans la rétention de l'information ; erreur quant au sens même du fonctionnement démocratique ; erreur enfin de ne plus même chercher à se demander ce que peut signifier le fait d'être marxiste aujourd'hui... » Pour faire comprendre la globalité de la crise, de l'inadéquation avec le réel, nous aimerions écrire — bien que le terme soit un peu impropre et isole trop les communistes de la société — c'est une « culture » qui se déstructure, une civilisation qui s'épuise. Et ce phénomène, dans notre pays, prend effet lorsque 85 % de la population active est salariée ! 14 millions de personnes ! Peut-être est-ce en fait la grande partie de la réponse. Le produit PCF, produit complexe s'il en fut, n'a pas la souplesse d'absorber les fissures et mutations sociologiques et culturelles de notre société.

## QUELQUES HYPOTHÈSES DE DEVENIR

Lorsque l'on pose le problème du devenir des communistes — du communisme, du marxisme — dans notre pays, on ne peut pas écarter l'issue offerte dans le PCF lui-même, par la direction actuelle.

## L'ISSUE OFFERTE PAR LA DIRECTION DU PCF

Ici, nous n'y reviendrons pas dans le détail. Nous avons déjà donné notre point de vue sur le 25<sup>e</sup> Congrès : fermeture et bétonnage. Le Comité central de mai dernier a conforté les thèses stratégiques du PCF. Jugeons-en sur pièce par un extrait du rapport de René Le Guen : « Perçue comme un appel au ralliement de la classe ouvrière ou comme la recherche d'un compromis repoussant à plus tard le dépassement des contradictions et des solutions des problèmes de fond, l'alliance ne correspond plus du tout à notre stratégie pour bâtir, dès maintenant, une autre société ».

Le soubassement sociologique et théorique d'une telle démarche est précisé : « Les conditions objectives tendent à rapprocher les différentes composantes de la classe ouvrière... Ainsi, les manœuvres, les ouvriers spécialisés et aussi les techniciens dans leur plus grand nombre, des ingénieurs et des salariés classés employés sont autant de composantes de la classe ouvrière ».

Cette vision de la société actuelle se termine sur la nécessité d'un parti politique pour parvenir à cette « autre société » — le PCF : « Nous sommes le parti des femmes, des hommes, des jeunes qui veulent faire gagner tous les individus par l'épanouissement de chaque capacité, chaque conscience, chaque compétence, chaque talent et qui veulent faire gagner la France ».

Devant cette issue en forme d'impasse, bien des militants, cadres, intellectuels de ce même parti se sont élevés, partant pour l'essentiel du constat de Pierre Juquin (5) : « Mais du monde du travail quelque chose de nouveau peut surgir. Je n'ai donc aucune hésitation : même si rien n'est encore joué, si de grands obstacles et de graves dangers existent, le changement culturel en cours est positif. C'est une chance. (...) La culture ouvrière ancienne ne permet pas de mettre en œuvre une politique autogestionnaire, rénovatrice et rassembleuse. Ce n'est pas en gérant une marge que le Parti communiste français remontera la pente ».

Le débat sur la transformation du PCF, la vivification du marxisme, ne date pas d'aujourd'hui ni de 81, ni de 84. Par contre, il a été puissamment relancé dans cette période par ce que l'on appelle sous un terme générique, « les rénovateurs ». Ce terme recouvre plusieurs constats et des solutions différentes. Décidément, la diversité est bien la notion majeure des années 80. Par rapport à ce mouvement, le plus urgent est de relayer le message d'Etienne Balibar (6) : « Les militants du PCF, ouvriers, artistes, intellectuels, qui réclament une fois de plus la démocratisation du parti et la définition collective d'une ligne politique d'ouverture à tous les courants d'avenir de la société française, font preuve de courage et d'une vraie compréhension des intérêts de notre peuple. Pour peu qu'ils tiennent bon, qu'ils sachent eux-mêmes écarter tout sectarisme et toute subtilité tactique, qu'ils ne soient pas coupés de l'extérieur, ils peuvent encore réussir là où d'autres ont échoué en 1956, en 1968 ou en 1978 ».

Le PCML et bien d'autres forces avaient essayé en effet cette redémption, cette modernisation de la pensée et de l'action communistes. En particulier depuis les années 70, l'échec de ces forces est patent. La

redynamisation du débat et de la réflexion par les rénovateurs ouvre de nouvelles perspectives et permet de défricher un peu mieux les possibles du renouveau communiste. En fait, ceux-ci sont nombreux.

## POUR UN PCF RÉNOVÉ ET UN 26<sup>e</sup> CONGRÈS

Dans *Flash Alternative* n°150 (12/4/86), nous avons publié la pétition des «mille adhérents du PCF» qui exigent la convocation d'un «congrès extraordinaire pour instaurer enfin le nécessaire débat démocratique sur les causes réelles de cette succession de reculs et les moyens d'y mettre fin». Il s'agit là bien entendu d'une forme... et d'une pression sur la direction du PCF. Pour l'instant, nous ne savons pas encore ces «moyens»... Encore que ce mot d'ordre lancé par Daniel Karlin (?). «Parler, parler, on crève de ce silence», peut tenir lieu de programme d'activités pour plusieurs mois encore.

Pourtant et déjà, pour contribuer à la recomposition du courant révolutionnaire, certains avancent des «inventaires de questions» à traiter. Tel Michel Caradoze qui offre neuf pistes à creuser dont : «L'idée de révolution aujourd'hui dans le monde et dans les pays développés du continent européen. • Le concept de communisme, sa fonction d'affirmation d'une possible négation du capitalisme. • Le destin du mot socialisme, sa réappropriation comme mot désignant une vaste période historique de transition, transformatrice des rapports de production, des formes de vie politique et sociale, créatrice de démocratie et de liberté. • Le principe intangible qui est d'affirmer — et de penser — que ces transformations ne peuvent être que le produit d'un mouvement de la société elle-même, dont les alliances politiques sont une des expressions et l'exercice du pouvoir par ces alliances le moment institutionnel décisif. • L'existence dans la France de ces années 80 d'un très fort courant d'adaptation à la crise et de réforme représenté par le Parti socialiste. La nécessité de prendre en considération les forces qui s'affrontent dans ce parti, dont certaines affichent leur volonté de limiter l'action transformatrice du PS — et en tout cas ne se posent pas la question du contenu des pouvoirs, de l'accession aux sphères de pouvoir de ceux qui en sont socialement exclus. • Apporter des réponses aux questions surgies dans la société française : celle de l'individu, celle du rôle de l'Etat, celle de l'aspiration à de nouveaux rapports au travail. • Comment formuler aujourd'hui l'exigence des alliances sociales (les alliances de classe) nécessaires aux transformations et aux avancées de la transition historique? Comment articuler notre réflexion, notre engagement, notre action avec le théâtre européen des forces sociales et politiques? Comment construire l'alliance européenne entre les courants révolutionnaires et les courants socialistes ou sociaux-démocrates? • Comment aborder, après cinq années d'exercice du pouvoir politique par communistes et socialistes d'abord, puis par les socialistes seuls, les questions de la gestion et des transformations? • Comment aborder, sans crispation stérile ni laxisme sans principe, les questions de l'aménagement du travail, des rapports hiérarchiques, de la gestion du travail et du non-travail? Sur

toutes ces questions et dix autres que j'oublie de citer, la différence se fait et se fera entre un courant révolutionnaire et le courant socialiste».

D'autres situent la renaissance du PCF dans un retour à la stratégie antérieure, celle d'Argenteuil (?) sans doute. Tel est le sens de l'appel de Maurice Moissonnier, André Moroni, André Tosel et Yves Vargas : «Nous pensons que peut naître un parti rassemblant les travailleurs (manuels et intellectuels, français et immigrés) dans l'action et l'union pour une démocratie, étape nécessaire au socialisme. C'est du Parti Communiste Français et de lui seul que peut émerger le Parti des Communistes Français. Pour le renouveau du PCF, les militants ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Militants de base, nous demandons au Comité Central d'ouvrir un libre débat dans nos journaux, où toutes les analyses soient connues et discutées, et de fixer la date d'un Congrès Extraordinaire pour une autocritique véritable». Ces militants imaginent qu'un tel débat en profondeur devrait «inviter au retour dans le Parti (sans condition) tous ceux qui ont été — antistatutairement — déclarés "s'en être mis dehors d'eux-mêmes". Ce qui, n'en doutons pas, en ferait revenir bien d'autres que ces méthodes avaient dégoûtés».

D'autres encore offrent d'ores et déjà des pratiques nouvelles. Tels les initiateurs de la revue *M*, Gilbert Wasseman et Henri Lefebvre. Leur positionnement dans le débat est révélé par un petit billet humoristique dans le premier numéro de la revue : «PAS D'A PRIORI. Lu dans Le Monde du 30.3.1986 ces propos prêtés à Guy Hemier lors du dernier comité central du PCF : "Qu'une revue naisse ne doit pas nous préoccuper a priori. Mais qui sont les initiateurs? Sera-t-elle un lieu d'échange et de confrontation à partir du marxisme ou un autre lieu de combat contre le parti?...". Réponse à la 1<sup>re</sup> question : les initiateurs sont ceux annoncés publiquement et personne d'autre. Réponse à la 2<sup>e</sup> question : oui. Réponse à la 3<sup>e</sup> question : non, étant entendu que ce qui concerne le PCF est aussi objet d'échange et de confrontation». Ce premier numéro, avec une couverture quelque peu défaitiste, montre que les rédacteurs et maquettistes cherchent leur style et leur «crâneau».

La diversité d'interrogations et sans doute de solutions des «rénovateurs» serait encore plus vaste si nous pouvions décrire les bouillonnements locaux en Auvergne, dans le Finistère, dans le Doubs, dans la Mame, l'Est, le Nord, le Languedoc, etc. Certains commentateurs ont conclu de cette implantation de la contestation que sans doute elle était dictée par les soucis électoraux des élus communistes pour les municipales (entre autres échéances) de 1989. Cela est vrai pour partie et ce n'est pas le plus mince des problèmes que de devoir appliquer une ligne politique qui élimine les élus non seulement du Parlement, mais aussi des conseils régionaux et des conseils municipaux.

## L'OPTION DES «COMMUNISTES UNITAIRES»

De la pratique et de l'analyse du PCF depuis 5 ou 6 ans, des communistes, en particulier parisiens, ont tiré des conclusions fort tranchées. Il faut reconnaître que l'«on» n'offrit que fort peu d'issues aux militants situés autour d'Henri Fiszbin (François Hincker, Eddy Ke-

nig...). Mais enfin le choix d'Henri Fiszbin d'être élu apparenté PS dans les Alpes-Maritimes est peu commun. Il a affirmé bien haut reprendre la tradition de Virgile Barel (?) et conserver sa culture communiste. Voilà d'ailleurs la raison de sa mention ici. Sa presse, par ailleurs, conserve cette spécificité puisqu'elle s'appelle *Rencontres Communistes Hebdo*; et à l'Assemblée nationale, Henri Fiszbin parle au nom des «communistes unitaires».

Une telle démarche exhale, dans les rangs communistes, une odeur de soufre. Les militants de RCH pensent le PCF non-rénovable et en voie de disparition. Dès lors, ils s'interrogent — en terme d'efficacité — sur l'avenir de la gauche en France et en Europe, ainsi que sur les cinq ans de pratique gouvernementale socialiste. Leurs conclusions sont sans ambiguïté et... sans critique à l'égard du PS. Examinons l'article d'H. Fiszbin paru dans *Le Monde* du 11/6 et se devant être contribution pour la convention socialiste de cette fin de mois : «(...) Le PS est devenu le centre politique de toute la gauche. En exprimant aussi les valeurs qui font agir les communistes, il ouvrira un champ nouveau à la recomposition des forces de gauche. (...) En même temps, nous constatons que les partis socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes sont amenés à s'attaquer, de plus en plus, aux structures mêmes du capitalisme. On peut maintenant surmonter les divisions qui ont si longtemps séparé les deux courants du mouvement ouvrier (...).

De notre point de vue, ces affirmations sont rapides, unilatérales et inopérantes pour «le monde communiste». Car il faut bien, en deçà de la politique-fiction d'«une France RPR - PS», «Réaction - Social-démocratie», traiter de la tradition politico-culturelle du pays, de la stratégie du mouvement ouvrier, de projet politique, de représentation des intérêts de classe. Ce n'est pas Henri Fiszbin qui va ainsi clore le débat. «Inscrit» dans le système lui-même, entre évolution et révolution, ni même celui instauré autour du bilan des cinq ans. Il est, dans la crise du communisme, une crise de l'identité ou plus exactement, comme le décrit Henri Lefebvre, une crise de l'appartenance : «Non. Il s'en faut. Les questions arrivent. D'abord celle de l'appartenance. Qui appartient à quoi? Qu'est-ce qui fait que les membres d'une société ont le sentiment de lui appartenir — ou au contraire se sentent exclus? Appartenance à l'Etat? A la nation? A une classe? A un groupe? A une culture et à une civilisation? A quelle culture? Esthétique? Religieuse? Politique? Une séparation-dissociation entre l'individu, autrement dit la personne privée, et le citoyen, continue ses ravages; elle ruine la culture politique. (...)». Et elle engendre un grand flou.

On peut pourtant oser penser et dire que les nécessités de transformer les rapports sociaux, de changer l'Etat, d'impulser de nouveaux rapports internationaux, ne peuvent être promues par l'animation d'un courant communiste dans le PS ou de sa mouvance. Suivre l'option des «communistes unitaires» implique au plan politique que la seule recherche stratégique qui vaille s'inscrit dans les institutions de cette République et leurs rythmes; que la seule action qui pèse est de déléguer, selon des modes électoraux invariables, quelque pouvoir à des députés ou des

conseillers; que le seul projet possible soit la société ci-devant! D'autres militants, avant Henri Fiszbin, ont déjà tenté cette «expérience» de faire vivre un courant communiste dans le PS, en particulier au sein du CERES. Aux dires de ces militants, les animateurs du cercle Gramsci, il n'y a pas d'espace pour les communistes dans le PS. Nous verrons bien.

Pourtant, cette hypothèse, non pas seulement que quelques communistes rejoignent le PS, mais que le PS construise et supporte une «sensibilité communiste», une «aile à gauche», existe bel et bien. Pour les communistes qui cherchent à œuvrer à un renouveau, cette option nous semble une impasse.

## LE POLE RÉVOLUTIONNAIRE PROPOSÉ PAR LA LCR

Une toute autre direction est offerte sous la plume de Jean Lantier. Rédacteur de *Rouge*, organe de la LCR, ce militant réfléchit ainsi sur les perspectives des «rénovateurs» : «Avec qui, comment être communiste? En menant une nouvelle campagne antiraciste, en luttant pour l'emploi, contre l'austérité, contre la droite et l'extrême-droite. C'est bien en confrontant dans l'action unitaire, dans les luttes elles-mêmes, les réponses des forces et des militants en présence, que vivra l'héritage des militants communistes. La perspective révolutionnaire n'a rien à faire au musée. Elle doit être entretenue par la réflexion commune, la plus ouverte, la plus critique, puisque marxiste et par la pratique concrète. C'est à la construction d'une telle force que s'attèle la LCR. Il ne s'agit pas d'additionner les forces résiduelles d'expériences politiques passées, mais au contraire d'unifier les énergies nouvelles pour que les jeunes générations soient gagnées à la perspective révolutionnaire. Un parti pour mener cette tâche à bien est plus que jamais nécessaire. Il sera bâti par celles et ceux qui admettent maintenant la réalité : le mouvement ouvrier est à un carrefour, il a perdu des positions et du crédit, il menace ruine en bien des endroits, il risque de régresser dans une voie social-démocrate. Devant une telle crise globale, rien ne serait pire que le repli, que l'esprit de secte, que la rétraction politique, que la résignation. Non, il ne s'agit pas de rénover l'ancien, pas plus que du passé faire table rase. Faire du nouveau, créer une force révolutionnaire, à la mesure du défi lancé par la crise de décomposition du système capitaliste, telle est la perspective. Et chacun, d'où qu'il vienne, doit y venir avec ses idées, son expérience, ses capacités propres».

Si le modèle LCR était la solution «neuve» et limpide pour le mouvement communiste en France, il le saurait depuis longtemps! Ceci dit sans agressivité, d'autant qu'à notre propre organisation nous adressons cette remarque de modestie.

Un traitement conséquent des problèmes posés par la crise du communisme ne peut se suffire de : «manifeste et distribue des tracts». Cette réponse a déjà existé : elle était induite par une période d'expansion du mouvement de la jeunesse. Le développement des idées, l'adhésion à un projet n'exigeaient que prosélytisme. Nous sommes dans une autre période où les modèles antérieurs, y compris celui de la LCR, ne sont plus adéquats. Ainsi, prévoir la construction d'une force qui ne soit pas l'«addition des forces résiduelles», mais où néanmoins «chacun d'où qu'il

vienne, doit y venir avec ses idées» fait l'effet d'un drôle de monstre organisationnel ou bien d'un ralliement pur et simple.

## LA RECOMPOSITION PAR L'ALTERNATIVE

Poursuivant la description des issues possibles pour le courant communiste, nous ne pouvons passer sous silence celle offerte par le PSU. Bien entendu, elle est plus à la limite de notre problématique : le PSU ne se réfère pas au communisme. Mais dans leur réflexion, les militants du PSU offrent une construction complexe dans laquelle ils incluent des communistes. Il est donc nécessaire de la connaître, d'autant que cet effort est dans la lignée des réponses alternatives à la gauche tentées pour les élections législatives de 86, mais ne s'arrêtant pas là. Nous citons longuement une contribution d'un dirigeant du PSU, Didier Claude, tout en précisant qu'elle ne représente pas ici une position de synthèse du PSU : «**CONSTRUIRE UNE FORCE POLITIQUE ALTERNATIVE.** La force politique que nous voulons doit être à l'image de notre projet, imaginative, démocratique, pluraliste, ambitieuse. Elle ne se construira pas en un jour mais par étapes successives en liaison nécessaire avec le mouvement social. Nous pouvons, nous nous devons de poser les bases de cette force. Et pour cela, il nous faut partir de ce qui existe, dispersé, fragmenté, décomposé ou encore avec certains réflexes sectaires (on proclame le sectarisme chez les autres ce que nous appelons chez nous non-disparition de notre projet!). Ces éléments existent organisés ou désorganisés : • les Verts, malgré tout ce que l'on peut leur reprocher, malgré leurs confusions, sont une composante essentielle; • les rénovateurs du PC, qui se posent une série de bonnes questions et qui n'auront pas plus de perspectives à rénover le PC qu'à construire un courant communiste dans le PS; • les formations d'extrême-gauche qui ont rompu avec le dogmatisme comme le PAC et la FGA et peut-être une partie de la LCR; • les écorchés du socialisme qui ont été floués dans leurs espoirs. Les bases de cette force politique existent aussi dans les dizaines de comités, de revues qui sont autant d'intellectuels collectifs et qui souvent ont la réflexion théorique la plus avancée dans une série de domaines : Résister, M. Cedetim, Codene, Silence, CIII, ASTI, Cinel, etc. Mais surtout ces bases existent dans les dizaines de collectifs créés depuis quelques mois. Ces collectifs, si on ne propose pas une perspective nationale, risquent de s'étioler, de tourner en rond. Il ne s'agit pas aujourd'hui de construire le nouveau «parti» en faisant fusionner tout le monde! Ce serait absurde et conduirait à un échec immédiat. Trop d'histoire, de traditions, de querelles, pèsent. Il s'agit plutôt, en additionnant les forces, mais aussi les différences, de créer un fait politique. Il pourrait s'agir d'une «convergence permanente écologique et alternative» qui fonctionnerait sur le modèle de l'UDF, où chaque organisation garderait son sigle, ses orientations, sa liberté de penser et de dire, s'articulant à la fois sur des collectifs locaux et un conseil fédéral».

Toutes les forces citées participent et depuis longtemps — elles ont d'ailleurs eu des jours meilleurs — à l'animation du mouvement social. Leurs efforts pour

l'essentiel convergent, si nous optons de les lire comme inscrits contre la droite, le capitalisme, le racisme, l'impérialisme... Mais pourquoi pense-t-on communément que de les regrouper en les «additionnant» (ce qui est plus démocratique que le projet LCR) donne plus de forces à un mouvement social que par ailleurs on reconnaît être atone et épuisé? Et l'on pense ce processus au moment où les organisations, les syndicats, les associations se vident, se ruinent, se divisent! Si cette question contient la réponse, nous avons là un projet de survie envisageable, mais nullement une réponse à la crise des modèles idéologico-politiques, encore moins — mais ce n'est pas le sujet de la contribution de Didier Claude — une réponse à la crise des communistes.



Nous n'avons pas prétention de distribuer les bons et mauvais points à ceux qui s'essayent à la reconstitution du mouvement communiste. Il n'y a en cette matière ni recette sûre, ni voie royale. Aucun sauveur suprême ne nous garantit même la pérennité de ce mouvement dans notre pays. Nous voulons bien partager cette conviction de Maurice Kriegel-Valrimont répondant à la question d'un journaliste du Monde, «Pensez-vous que le PCF peut, dans les années qui viennent, remplir de façon crédible ce rôle de représentation?» : «Que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du PCF, il suffira que ceux qui, en France, ont la volonté de ne pas se limiter aux objectifs du PS se retrouvent pour que le courant révolutionnaire redevienne une force décisive. Pour aller vers un résultat, il faut que tous ceux, quels que soient les âges et les nuances, qui veulent voir vivre ce courant conjuguent leurs efforts. Il faut que cette force rencontre le mouvement social, par les syndicats, par les associations, par tout ce que l'on voudra. Un potentiel de cet ordre ne disparaîtra pas dans les sables. Je suis incapable de fixer une date mais je suis certain que cette rencontre se produira».

Pour que ce soit plus qu'une simple conviction, il y faudra effectivement de la volonté, de la ténacité, mais encore des autocritiques, des remises en cause, de l'esprit d'ouverture et d'écoute de la part de toutes les composantes du courant communiste divers et écarté. Pour notre part, nous sommes prêts à contribuer... selon nos forces et nos convictions. En la matière, nous voudrions avancer rapidement deux idées.

• **La diversité — comme richesse — est une donnée essentielle de la période.** Elle prend racine dans les mutations de la société (dont l'évolution des rapports de production, l'épuisement du taylorisme) et les échecs, les erreurs, la crise du mouvement ouvrier et populaire. Au plan organisationnel, relationnel, le corollaire de la diversité est l'autonomie. Le terme d'«autogestion» est trop connoté pour être utile ici, mais il est sans doute proche parent.

Il est commun de décrire le rabougrissement du PCF. Ce rabougrissement tient pour partie dans ce qu'il représente aujourd'hui de la réalité sociologique (de classe) : cela réduit sa capacité de synthèse politique, rend impossible sa fonction antérieure d'unification de la pensée d'une classe sociale. Le courant communiste n'a plus de point unique de synthèse. Chaque schisme — le nôtre de 65-68 y compris — a

pensé en être un nouveau. Il fallait bien essayer. Ce ne fut point. Cela ne sera sans doute pas. Comment cela se fera-t-il alors?

Aujourd'hui, quotidiennement, des communistes s'efforcent de construire l'avenir. Et nous constatons deux faits. D'un côté, une multiplication des «éparpillements communistes» : les sécessions se font par villes, entreprises, fédérations, autour d'une personnalité; parfois elles se perdent. De l'autre, s'expriment des regrets quant à l'absence d'unité de pensée, à l'inefficacité des rappels à la discipline et à l'action unifiée. Le primat — ce qui se développe — est le refus de la synthèse communiste antérieure; la tendance est à l'éparpillement, l'éclatement, la parcellisation. L'appel à l'unité de pensée, au sens léniniste du terme, est de la période ascendante antérieure.

Parfois on entend dire que ce phénomène est passager : «les gens doivent refaire leur expérience». Il serait plus exact de penser que les populations de notre pays font le bilan d'expériences qui ont échoué. Depuis le début des années 80, les «alternatifs», nous-mêmes, soulignons la richesse de la diversité, sa potentialité pour une reconstitution. Mais soyons conséquents, la «logique» de cette richesse, la force de l'«individualisation», des pratiques concrètes n'est pas l'unanimité, l'uniformité, l'unicité. Son mode d'expression et de cohérence est autre que le parti centralisé selon les principes et pratiques des années 50, autre que l'organisation jacobine; la diversité exige l'autonomie des personnes associées pour un but, une transformation sociale. Une force plus globale s'engendre par l'horizontalité, c'est-à-dire dans le respect et l'égalité des collectifs d'hommes et de femmes. La «verticalité» d'un projet, d'un programme se conçoit alors comme une résultante et non comme le principe immuable de l'organisation communiste.

• **Faire de la politique, des choix politiques, des projets politiques.** Car il faudra bien parvenir à caractériser le «maillon» de la période. Il n'est pas celui de l'«union de la gauche» par exemple. Sans revenir sur une analyse de celle-ci, affirmons d'emblée que la gauche (les forces de progrès, le mouvement ouvrier et populaire...) est en crise, n'a plus de projet, plus de stratégie. Là est le fond du problème. Les communistes porteurs, avec bien d'autres forces politiques et sociales, du «principe de changement» ne sont pas les moins touchés. Répondre à ce défi — dépasser la crise — appelle une attitude de fond : faire intensément de la politique. Non pas seulement de la méthodologie, de la comptabilité et des sondages, de l'archivisme et de la revanche, de la boutique et du bétonnage... attendant des jours meilleurs. Non! Il faut faire de la politique et des choix politiques, de là se reconstruire un projet.

A lire L'Huma, Rouge ou quelque autre presse offensive et sans états d'âme, il n'y a aucune question à se poser quant au racisme, l'austérité, la paix... Écoutez par exemple la conclusion de l'article de «réorientation» contre la droite de Marchais (L'Humanité du 11/6/86) : «Partout, dans tous les domaines — l'emploi, les revendications sociales, l'utilisation des progrès scientifiques et technologiques, l'enseignement et la culture, la démocratie, la lutte contre la faim dans le monde, la solidarité internationale, la paix —, sur tous les terrains — à l'entreprise, dans les quartiers et les villages, à l'échelon de la commune, de la région et du pays —, nous avons le même objectif : expliquer la nature réelle des problèmes posés; favoriser le rassemblement le plus large de tous les intéressés; contribuer à la convergence de leurs actions». Cela paraît simple, de bon sens. Or cela ne va pas, n'engendre que peu d'échos, aucun mouvement. Pourquoi? A notre sens, parce que nous n'avons là que l'éternelle liste, les chapitres d'un projet épuisé depuis la fin des années 70. Marchais croit reprendre aux questions alors qu'il ne les pose qu'à peine.

La paix, par exemple, certains pensent que cette «catégorie politique» est d'évidence. Qui peut bien être contre la paix? Mais débat-on intensément de la politique de défense pour la France et l'Europe, de la rivalité des deux superpuissances? Au plan des conflits locaux : de l'URSS en Afghanistan, du Vietnam au Cambodge, des USA à Grenade, au-dessus de la Libye, d'Israël au Liban, sur la Palestine, etc.?

Le racisme n'est pas une question d'humanisme seulement, mais au cœur d'un problème d'emploi, d'identité et de société. On se réunira facilement contre les projets Pasqua-Pandraud, mais oubliera-t-on que la «gauche» a buté sur les quotas, le droit de vote, la multiculturalité?...

Et l'on peut, l'on doit, égrener les sujets que les militants politiques de gauche, d'extrême-gauche, traitent «d'évidence», alors qu'il y manque le fond, car y manquent le bilan, un nouveau contenu, une nouvelle adéquation avec une société qui mute.

Pour un tel débat, débouchant sur un nouveau projet de société, les communistes ne partent pas de rien, mais ne sont pas pour le moment les plus défricheurs, empêtrés qu'ils sont dans leurs histoires, leurs erreurs, leurs étroitesse, leurs pseudo-certitudes. Pour qu'ils y contribuent — quelles que soient leurs organisations actuelles — sur les plans théorique et pratique, cela suppose étude et dialogue, sans doute de sévères confrontations; mais aussi la mise en commun des apports d'expériences et d'idées du mouvement ouvrier et populaire. Une conclusion qui en réalité n'est qu'une introduction si l'on veut que le communisme ait un avenir.

Alain SENTIER

(\*) Maurice Kriegel-Valrimont : maître de conférences à l'université Paris 1. Ex-membre du PCF (exclu en avril 1981, après avoir adhéré en 1961), ex-animateur du mouvement Pour l'union dans les luttes (1979-1981).

(\*) Michel Cardoze : journaliste de TF1, membre du PCF, signataire de l'Appel des 1000 pour un 26<sup>e</sup> Congrès.

(\*) Étapes et problèmes, ouvrage collectif réalisé par des historiens du PCF, paru aux Éditions sociales en 1981.

(\*) Patrick Tort : professeur au Collège international de philosophie, membre du Parti communiste français, signataire de l'Appel des 1000 pour un 26<sup>e</sup> Congrès et animateur de la revue M.

(\*) Pierre Juquin dans Autocritiques (Grasset). Etienne Balibar : maître de conférences à l'université Paris 1. Ex-membre du PCF (exclu en avril 1981, après avoir adhéré en 1961), ex-animateur du mouvement Pour l'union dans les luttes (1979-1981). Texte publié dans Le Monde début avril 86.

(\*) Daniel Karlin, homme de médias, membre du PCF, initiateur avec Tony Lainé de l'Appel des 1000 qui a recueilli 4 à 5000 signatures à ce jour.

(\*) Résolution d'Argenteuil (13 mars 1986) ouvrant la problématique du programme commun.

(\*) Virgile Barel : résistant et député communiste des Alpes-Maritimes.

# Le PS et la reconquête

Fin juin, le Parti socialiste tient une Convention nationale sur le thème : «Le Parti socialiste, la force pour réussir la mutation de la France». Le Congrès de Toulouse avait déjà, en octobre dernier, exprimé la nécessité d'une rénovation du Parti socialiste. Après le 16 mars, Lionel Jospin, soulignant le déséquilibre entre effectifs du PS et électoral socialiste (1 pour 45 environ), fixe au PS l'objectif de devenir «un grand parti de masse» et lance une campagne d'adhésion. D'autres dirigeants du PS se préoccupent de l'élargissement de leur parti ou de sa mouvance : renforcement du PS, dit Jean Poperen par son «appel du 23 mars» (1), création d'une nébuleuse de clubs pensent leurs différents promoteurs, mise en place d'une confédération de la gauche dont le PS serait le pivot plaide plutôt Georges Sarre, «parti démocrate à l'américaine» propose le mystérieux Monbercet (2)... Ce bouillonnement de propositions ne saurait se comprendre hors de l'interrogation — ou impasse — stratégique fondamentale posée au PS après le 16 mars : comment parvenir au 50% électoral pour regagner le pouvoir et pour y faire quoi?

En effet, les 32% recueillis le 16 mars par le Parti socialiste cristallisent bien des paradoxes et ouvrent plusieurs interrogations. Paradoxe : ce parti perd le gouvernement alors qu'il recueille quasi le plus beau score électoral de son histoire, hormis la flambée législative de juin 81 (37%) dans la foulée de la victoire du 10 mai. Paradoxe : ce parti qui a porté la quasi exclusive responsabilité des cinq ans d'exercice du pouvoir — sanctionnés par un retour de la droite le 16 mars — sort moins ébréché de la confrontation que tous les autres partis du mouvement ouvrier et populaire — PCF, écologistes, alternatifs, extrême-gauche... Résultat d'autant plus spectaculaire que le scrutin était proportionnel et se situait deux ans après les européennes de 84 où le PS avait rejoint les étiages avec 20,5% des exprimés, autour d'un noyau politiquement homogénéisé par le repli. Paradoxe enfin : cette consolidation électorale du PS, rééquilibrage à gauche poursuivi depuis 1971 comme condition de la conquête du pouvoir — ne suffit plus : 32% PS + 10% PCF + quelques points sur sa droite ou sur sa gauche, ne parviennent pas aux 50% fatidiques permettant le retour aux affaires gouvernementales. D'où l'affirmation mainte fois répétée ces trois derniers mois : «il faut arriver aux 40%, voire aux 50%», affirmation qui domine toutes les spéculations, propositions et débats concernant les prochaines présidentielles, le rôle, la place et la rénovation du PS, ses relations à l'Etat et à la société...

Un rapide «état des lieux» (3), esquissé au terme des cinq ans d'exercice du pouvoir devrait éclairer les enjeux et les choix retenus dans l'avenir par le PS pour élaborer une nouvelle stratégie de reconquête.

## LA DYNAMIQUE ELECTORALE DU 16 MARS

Les 32% électoraux sont une donnée que le PS entend gérer pour les faire grossir. Quelles réalités politiques et sociales recouvrent-ils?

Depuis près de deux ans, la direction du PCF englobe PS et droite dans le même sac. Les réalités électorales s'inscrivent en faux; les électeurs font la différence; le PS ne «mord» pas à droite : au contraire, plus d'un cinquième des électeurs de François Mitterrand du premier tour de 81, ont voté pour la droite en 86. Par contre, en 1986, le PS «ramasse» tout azimut à gauche; c'est l'un des facteurs de son redressement électoral de 84 à 86 : en effet, 52% des électeurs de l'ERE (Stirn-Lalonde-Doubin), 42% des électeurs de Didier Anger (écologistes), 33% des électeurs d'Arlette Laguiller, 13% des électeurs de Georges Marchais de 1984 ont voté PS en 86 (4). L'explication «vote PS = vote anti-droite» par résignation ou par défaut est un peu courte dans un scrutin proportionnel. Dans les 32%, s'exprime aussi une forte composante d'adhésion aux choix politiques du PS.

A preuves supplémentaires, quelques autres données : le PS récupère en 86 presque la moitié des abstentionnistes de 84 (46%) (1) et un fort contingent des nouveaux inscrits — jeunes pour la plupart — sur les listes électorales (38%). A titre de comparaison, 5% des abstentionnistes de 84 et 2% des nouveaux inscrits ont voté PCF (1). Au plan géographique, le PS gagne dans tous les départements : il y a un effet de rattrapage par rapport à 84 et une poussée générale, les scores législatifs étant meilleurs que ceux des régionales.

Le profil sociologique de l'électorat socialiste du 16 mars manifeste une dynamique réelle : 40% des moins de 34 ans ont voté PS; 44% des électeurs employés, 38% des cadres moyens, 34% des ouvriers ont dépassé le score national tandis que le PS atteint 31% des voix des cadres supérieurs, 14% de celles des artisans/commerçants et 21% de celles des agriculteurs. Certains commentateurs ont parlé de «parti attrape tout» ou «interclassiste», recueillant néanmoins des sympathies significatives : 41% des étudiants (2) et 46% des salariés du secteur public ont voté PS le 16 mars. Les chômeurs ont voté PS à 33%

(même chiffre pour RPR-UDF). Enfin, dernières données : les «nouveaux» électeurs de 86 (par rapport à 84) sont en majorité employés et ouvriers, se déclarent «très à gauche» en grande partie, une fraction assez importante se déclarant «ni à droite ni à gauche».

C'est dire la diversité sociologique, politique et idéologique des 32% reflétant les liens multiples et complexifiés du PS avec la société française.

## LA SANCTION DE L'EXERCICE DU POUVOIR ET SES AMBIGUITÉS

De multiples sondages réalisés courant 85 rendent compte de ces liens, précisent leur nature, les ruptures opérées durant l'exercice du pouvoir et les ambiguïtés que recèlent les résultats de 86.

Une confirmation : quand on demande fin 84 aux chefs d'entreprise (6) «quel est le parti dont vous vous sentez le plus proche?», 3% répondent le PS (39% le RPR, 25% l'UDF, 10% le FN, 1% le PCF). Si l'exercice du pouvoir n'a pas valu au PS d'attirer la sympathie des patrons, il a provoqué des dégâts dans l'opinion populaire.

La «popularité» du PS a fortement décliné après 82. L'écart entre «bonnes opinions» et «mauvaises opinions» (7) est passé de (+38) points en 81 à (+11) en 83, (-1) en 84 et (-6) en 85. La chute est sévère qui cumule l'hostilité massive des électeurs de droite (8) et une dégringolade dans l'électorat communiste (83% de bonnes opinions en 82, 54% en 85). Deux données compensent quelque peu le phénomène : le PS de 1981 à 85 reste — de peu il est vrai — le parti le plus «populaire» (9). Au premier trimestre 86, le PS remonte de 6 points : 48% de bonnes opinions contre 42% en 1985.

Ces chiffres manifestent les ambivalences des ruptures opérées entre le PS (la gauche) au pouvoir et la société. Quand, en 1985, on interroge sur les raisons principales de l'hostilité à la gauche depuis 1981, 46% des «sondés» (10) disent : «parce qu'elle gère mal l'économie», 38% «parce qu'elle a oublié ses idées depuis qu'elle est au pouvoir». Parmi les «sondés» se réclamant de gauche, cela donne respectivement 29 et 40% (8). La déception est bien une composante essentielle des ruptures et de la sanction de 86. Elle doit être complexifiée encore puisque 57% indiquent que leurs trop grandes attentes à l'égard de la gauche ont engendré la déception (contre 38% faisant porter le chapeau à François Mitterrand et à sa majorité); à gauche l'«autocritique» est plus forte : 73% assument une responsabilité personnelle dans la déception plutôt que d'incriminer la responsabilité des socialistes. La déception n'apparaît pas ici comme un désaveu durable ou un rejet définitif et laisse ouverte la possibilité d'un retour de confiance si toutefois le PS «modifie en profondeur sa doctrine et ses idées». Cette exigence de 55% des sondés est partagée à 44% par les socialistes mais aussi à 70% par les sympathisants de droite et du PCF! On retrouve là toutes les ambiguïtés tant il est vrai

que les attentes des uns et des autres ne sont pas les mêmes!

Pour tenter de les élucider, on peut observer l'appréciation portée sur la capacité du PS et des autres partis à résoudre les grands problèmes posés à la société. Dans quasi tous les cas, le PS retrouve en 86 la confiance qui lui était accordée en 1979 (11). Sauf pour deux problèmes : la lutte contre le chômage, la capacité à accomplir des changements et réformes, où il ne regagne pas le terrain perdu en 83 (respectivement 22 et 27% de confiance). Par contre, en matière de protection des libertés publiques (34% de confiance) et de fonctionnement de l'économie (29%), le PS retrouve ses scores antérieurs à 81. En matière de libertés, il dépasse la confiance accordée aux RPR-UDF réunis (15% + 16%), et ce malgré la puissante campagne de la droite contre le «PS liberticide» en matière d'école et de presse.

Ainsi, l'image de marque du PS mise à mal par l'exercice du pouvoir semble s'être quelque peu rétablie à l'approche du 16 mars. Eloignement des attentes de 81? Proximité du retour d'une droite radicalisée? Evolutions idéologiques en profondeur intégrant la problématique des «contraintes» et du réalisme diffusée par le PS lui-même? Ces trois raisons ont joué sans doute. Elles peuvent jouer avec plus d'efficacité encore sous le gouvernement Chirac-Pasqua-Léotard qui s'emploie à «faire la différence» libérale sur tous les terrains, vite et fort.

## RUPTURES ET DISTORSION D'AVEC LE MOUVEMENT ORGANISÉ

Ces données sont à manier avec précaution car leur caractère global aplatit l'intensité et la diversité des colères, amertumes et rejets qu'a suscités l'exercice du pouvoir. Tous les militants syndicalistes et associatifs, militants du PS compris, les ont partagés peu ou prou ou en ont été les témoins, à tous les niveaux, dans tous les domaines. La liste est longue des attentes diverses, des promesses non tenues car jamais, dans la conscience populaire, elles ne se concrétisèrent en ces fameuses 110 propositions. Il s'agissait de revendications, de propositions... mais aussi d'aspirations, de changement de style, de «climat». Au fil des cinq années, les associations, syndicats, organisations se sont fait les échos plus ou moins réceptifs et efficaces des désaccords et exigences.

Nous ne revenons pas ici sur l'échec de modèle de changement et de développement mis en œuvre après 81 et sur ses causes ni sur l'impasse de la stratégie d'«exercice du pouvoir» et de «gestion loyale» mise en avant par le Parti socialiste : nous en avons traité à de nombreuses reprises pendant ces cinq années. Par contre, a-t-on suffisamment cerné l'état et la nature des relations entre le PS et le mouvement social de 1981 à 1985? Le parti qui avait su, durant les années 70, en un renouveau spectaculaire, entraîner des couches nouvelles, montantes — cadres et couches moyennes urbanisées — prendre appui sur des forces et courants spécifiques — le féminisme, la flambée associative — et piocher dans la génération de 68, a beaucoup, beaucoup moins bien réussi son

rapport aux mouvements pendant l'exercice du pouvoir. Des ruptures et distorsions, plus ou moins ouvertement déclarées, se sont opérées avec des pans entiers du mouvement ouvrier et populaire; il y a assurément beaucoup de ressentiment, voire de rejet, au sein du mouvement associatif, celui des minorités nationales et culturelles, parmi les syndicats.

En règle générale, les dirigeants du Parti socialiste plaident les circonstances atténuantes en invoquant leur inexpérience aux affaires gouvernementales, notamment en matière de communication et la faiblesse « traditionnelle » de leurs liens avec le mouvement syndical. Souvent, ils renvoient la critique en incriminant la crise du mouvement ouvrier et populaire et l'atonie du mouvement social. Certains enfin, s'essaient à l'autocritique et remettent en question la nature des liens entre le PS et l'associatif avant 81 : il y aurait eu, selon eux, une évidente démagogie dans la reprise telles quelles des revendications associatives dans le Projet socialiste notamment, porteur d'illusions et de malentendus. Plutôt que d'acquiescement pur et simple sollicitant le soutien électoral, on aurait gagné à un dialogue contradictoire et constructif. Ces explications sont un peu courtes et parfois pas mal indécentes, notamment quand elles renvoient l'ascenseur, car elles occultent la responsabilité propre du Parti socialiste et de la politique gouvernementale dans l'aggravation de la crise du mouvement ouvrier et populaire, sa responsabilité propre dans la diffusion d'une conception de délégation du pouvoir : « *Votez pour nous, laissez-nous faire...* ».

En matière de relations entre le PS et le mouvement organisé, un recensement et un bilan minutieux mériteraient d'être dressés. Il devrait aborder les rapports entre le PS et le mouvement ouvrier, sa politique au gouvernement en la matière. Il est habituel de comparer le PS à la social-démocratie allemande et d'en conclure à une incapacité historique et congénitale du PS à être un « vrai » parti social-démocrate; pour éclairante qu'elle soit, cette comparaison permet toutes les paresse et approximations dans l'analyse des relations effectives entre le PS et le mouvement syndical : la place et le rôle de la CFDT dans le renouveau d'une « social-démocratie à la française » (3) et la militance de ses dirigeants pour une « deuxième gauche », les relations entre le PS et la FEN, etc. On est loin du modèle social-démocrate « classique » ou du modèle « courroie de transmission » communiste; pour autant les imbrications, idéologiques, politiques et aussi organisationnelles — à double sens — pourraient être élucidées avec profit pour le PS sans doute — ce n'est pas notre affaire!... — mais surtout pour le mouvement lui-même, et cela nous préoccupe au premier chef. Comme on gagnerait à faire le point sur certaines mesures et réformes opérées ces dernières années — leurs aspects positifs, négatifs, leurs limites : le droit d'association pour les immigrés, les possibilités et accès fournis aux mouvements et syndicats agricoles et ruraux (PT, MRJC...), les lois Auroux, les aides et subventions, le renforcement global de l'institutionnalisation du mouvement syndical. De manière générale, les principaux acteurs ont une appréciation plus que mitigée; les espaces

de liberté et de démocratie ont été fort peu élargis et quelque peu illusoire : on peut donner son avis... mais il n'en est que peu tenu compte! A partir de 83-84, propositions et concertations ont été rendues caduques par les choix économiques de l'austérité, de la « gestion paroxystique » de la crise — les dégraissages de 84 — et d'un redéploiement particulier du capital!

Même démarche de bilan à emprunter, côté associatif dans un champ vaste et divers. Sans doute l'imbrication, déjà existante, des réseaux associatifs et institutionnels, s'est-elle sensiblement développée et complexifiée durant ces cinq années, au niveau des collectivités locales. Là encore les interpellations concrètes ou plus globales au PS, et à ses élus locaux, abondent, conflictuelles ou non conflictuelles.

Les relations aux autres forces politiques organisées appellent elles aussi un examen. A en croire les récriminations MRG d'avant mars 86, celles nouées avec les proches partenaires, sont loin d'être sans nuages! La législation socialiste n'a dégagé que bien peu d'ouvertures et encore moins de moyens pour les forces minoritaires, en matière de presse, d'accès aux médias, d'accès à la confrontation électorale. Les lois électorales, municipale, régionale, législative (fausse proportionnelle, barre des 5%, etc.) sont significatives d'une conception hégémoniste de la machine électorale PS vis-à-vis de ses partenaires concurrents potentiels. Pour beaucoup de responsables socialistes, le respect de la diversité n'est plus de règle hors des murs de la « grande maison ». Pour autant, le Parti socialiste n'a pas complètement épuisé sa capacité d'attraction d'autres sensibilités; on n'est plus en 74... mais l'attrait est réel même sur des effectifs limités : ralliement dans la mouvance des « communistes unitaires » d'Henri Fiszbin, souvent plus PS que le PS lui-même, adhésions en 85 à l'intérieur ou dans la mouvance de quelques pans du PSU; « processus d'adhésion » décidé par les 500 militants de *Convergences socialistes*, récente scission du PCI trotskyste.

## LA DIVERSITÉ D'UN PARTI D'ÉLUS, RASSEMBLANT DES SALAIRES PLUTÔT FAVORISÉS

Une enquête sur les militants socialistes en 1985 (12) dont certains résultats encore partiels et provisoires ont été publiés dans *Projet* (n°198) et *Le Monde* du 2 avril, fournit des indications précieuses sur le PS, qui bousculent parfois quelques idées reçues... et les études précédentes s'appuyant exclusivement sur les participants aux congrès du PS; en effet, 75% des militants ayant répondu n'ont aucune responsabilité au sein même du PS.

Un profil PS spécifique, sensiblement différent de la SFIO, se dégage. Parti masculin à 80%, le PS se féminise peu à peu : 20% de femmes en 85, 13% en 1973. C'est un parti d'adultes d'âge moyen : 53% de ses membres ont de 30 à 50 ans (population française : 35%); par contre, peu de jeunes et peu de personnes âgées. Il regroupe essentiellement des cadres moyens, des enseignants et des cadres supérieurs (65%

alors que ceux-ci représentent 23% dans la population), ces membres des couches nouvelles et supérieures travaillent à 59% dans le public, le nationalisé et le coopératif. Ainsi en quelques dix ans, les actifs non salariés ont fortement diminué des rangs du PS (19% en 73, 6% en 85). Ouvriers et employés représentent chacun 10% des effectifs; il convient d'introduire là les disparités entre régions « d'héritage » SFIO plus ouvrières que les zones récemment conquises. Enfin, l'enquête souligne la grande mobilité sociale des adhérents au PS : 27% ont un père ouvrier et leur mobilité ascendante est beaucoup plus forte que la moyenne nationale, quelle que soit leur origine. A travers ce profil apparaît que le PS a répondu en bonne partie aux attentes des nouvelles couches urbaines salariées, au statut socio-professionnel privilégié exprimant des exigences politiques spécifiques au cours des années 70.

Les dates d'adhésion confirment le renouvellement du profil : 79% des membres actuels ont adhéré après 1971. Les fortes années d'adhésion sont 1974 (10% des adhérents actuels), l'année des Assises du socialisme et élection présidentielle, et 1981 (12%). Il y a 15% d'adhérents post 81 et 34% de 1975 à 1980 : la dynamique de la fin des années 70 s'est sensiblement ralentie pendant l'exercice du pouvoir. La diversité d'origine est significative avec en tête : 27% issus du PSU (surtout après les Assises), 14% issus du PCF (surtout après la rupture de l'union de la gauche), 13% de la Convention des institutions républicaines et seulement 9% de la SFIO, 5% de l'extrême-gauche et 6% du « centre ».

Le PS — ce n'est pas une surprise — est un parti d'élus : 1 membre sur 4 est conseiller municipal (23%); autrement dit, quelques dizaines de milliers le sont, sans compter les 517 conseillers régionaux, les centaines de conseillers généraux... (2% des effectifs). L'enquête cerne les relations entre les élus et leur parti : 64% des adhérents interrogés pensent que les militants ont peu ou pas d'influence sur les élus; par contre, 86% pensent que l'influence des élus sur le parti est forte ou moyenne, cette prééminence des élus sur le parti étant largement approuvée puisque 59% estiment que les relations sont satisfaisantes. Le Parti socialiste s'assume bien comme machine électorale et d'élus; la pratique institutionnelle est l'une de ses pratiques essentielles. En 1985, il semble fort bien s'assumer comme parti de gouvernement, bien mieux qu'après 81 où la question « parti de godillots ou non » ressurgissait dans bien des débats. Si 20% s'estiment en désaccord avec leur parti sur son fonctionnement, seuls 7% expriment un désaccord sur la politique gouvernementale d'austérité (1% sur les restructurations industrielles). (13)

Au plan idéologique, 70% estiment que la société française est caractérisée par la lutte des classes

(tout à fait : 35%, plutôt : 35%). Sur « l'échelle » droite-gauche, les militants interrogés se situent à 9% au centre, le reste à gauche : 61% gauche « modérée », 28% plus à gauche et 1% à l'extrême-gauche. L'échelle de la transformation de la société donne la distribution suivante :

| 7%                                             | 20% | 36% | 21% | 7% | 2% | 1%                                            |
|------------------------------------------------|-----|-----|-----|----|----|-----------------------------------------------|
| partisans d'une transformation révolutionnaire |     |     |     |    |    | changer le moins possible la société actuelle |

L'échelle liberté/discipline met en évidence un même éclatement, la position « centrale » étant plus marquée (35%).

L'enquête met aussi en évidence la permanence et la singularité des « courants » du point de vue des trajets sociaux, des systèmes de valeurs et des choix idéologiques des militants, même si ceux-ci traduisent imparfaitement des clivages plus profonds (14). Esquignons chacun d'eux à grands traits. Le CERES — aujourd'hui *Socialisme et République* — est le plus jeune et le plus à gauche; il attire à la fois le plus de cadres supérieurs et le plus d'ouvriers. Le courant dit « mitterrandiste » est le plus représentatif de la réalité du PS; plus âgé, il procède d'un « légitimisme réaliste » associé aux valeurs traditionnelles de la gauche et à un fort attachement au Président de la République (pour 61%, facteur d'adhésion au PS). Le courant Mauroy rassemble des militants de classes moyennes, plus modérés, moins favorables aux « nouvelles valeurs » revendiquées par le PS, se situant moins à gauche et se réclamant de valeurs sociales et culturelles moins « ouvertes ». Exemple : seuls 55% d'entre eux pensent l'abolition de la peine de mort une bonne chose (80% au CERES). Par contre, le courant Rocard est un courant jeune, moins attaché aux valeurs traditionnelles de la gauche, qui se distingue par une forte ouverture culturelle et une forte participation des couches sociales les plus favorisées.

Les auteurs de l'enquête, Henri Rey et Françoise Subileau, concluent de leur étude : « Cette diversité interne constitue à la fois une richesse et un facteur de fragilité. Elle lui permet d'envisager l'extension de son recrutement, encore très limité si on le compare à l'ampleur de l'électorat, vers des groupes disponibles de sensibilités très variées : radicaux de gauche, anciens électeurs du Parti communiste et même écologistes et alternatifs ».

Tel est bien le pari qu'ont en tête les dirigeants socialistes au seuil de leur Convention nationale de juin 86 : élargir le PS, multiplier ses liens à la société pour gagner la reconquête. Mais comment? Ce sera un prochain volet de cet article.

Camille GRANOT  
(Voir notes page 23)

## DES MILITANTS DU LANGUEDOC S'INTERROGENT SUR MARS 86 :

Ce sont Guy LAURANS, militant Vert de l'Hérault, qui parle en son nom propre; Jean-Marie CAMBACÉRÈS, maire de Sommières (Gard), conseiller régional, membre du Comité directeur du PS; Claude EXPOSITO, maire de Portiragnes et l'un des élus du PCF initiateurs de l'appel des cent élus de l'Hérault pour un 26<sup>e</sup> Congrès du PCF et Carine FAVIER, porte-parole du PAC en Languedoc.

voir pages suivantes

## « Pas de courant politique possible sans une élaboration intellectuelle et idéologique poussée »

Les quelques remarques qui suivent ont un caractère évidemment partiel et hésitant : les défauts s'expliquent moins facilement que les victoires. Elles sont aussi tout à fait personnelles, et ne sauraient engager les Verts.

### BILAN

Sur le plan strictement électoral, il s'agit évidemment d'un échec grave (malgré trois élus régionaux). Cet échec est partagé par toutes les petites listes (extrême-gauche, extrême-droite lorsque celle-ci a essayé de s'engouffrer dans le sillage du FN, professionnels ou lobbies divers : Touati, RUC, etc.). La proportionnelle qui devait disperser les suffrages les a concentrés : le scrutin à un tour y est peut-être pour quelque chose, mais il faut voir évidemment plus loin. Le scrutin du 16 mars me paraît révéler, plus nettement que dans les élections précédentes, trois phénomènes qui n'ont rien de conjoncturel et qui relèvent bien au contraire du mouvement profond de notre société :

■ **Refus de l'alternative.** Le succès dans l'opinion de la « cohabitation » exprime le désir d'une alternance douce qui rejette les extrêmes et les risques de bouleversement : le PC et les gauchistes (en ce qu'ils font figure de contre-société), et les Écologistes dans leur composante alternative. La France rejoindrait ainsi le modèle anglo-saxon de fonctionnement des démocraties, et l'épuisement des contestations radicales marquerait la victoire de l'opinion majoritaire : Tocqueville a dévoilé sur ce point la logique du conformisme démocratique. Dans ce cadre d'analyse, le FN apparaîtrait moins comme un extrémisme que comme l'affirmation déculpabilisée d'une opinion banale (le rejet xénophobe ne fait pas une alternative). Le démarrage vis-à-vis de la majorité (la bande des quatre) a moins de poids que l'alignement sur un fonds commun (libéralisme économique, État gendarme, « Le Pen dit tout haut tout ce que tout le monde pense tout bas »). Si extrémisme il y a, il faut le chercher dans le passé de Le Pen, dans le non-dit, beaucoup plus que dans le discours officiel.

■ **Refus des « solidarités communautaires ».** Qu'il s'agisse des solidarités actives de classe (PC, gauchistes, syndicats...), des solidarités des micro-relations (Écologistes, autogestion, mouvements sociaux, communautés de base...) ou des solidarités ethniques et territoriales (régionalismes, « pays »...), elles sont perçues comme des contraintes pesant concrètement sur les agissements des individus, et que l'idéologie de l'individualisme démocratique rend inacceptables (ici aussi Tocqueville a dit l'essentiel). L'individu moderne n'accepte plus le lien social qu'à travers les contraintes macro-structurelles abstraites (l'État), les solidarités médiatisées (comme le nationalisme ou l'aide au Tiers Monde) qui ne mettent pas

directement en cause son individualité, ainsi que les relations inter-individuelles choisies et révocables à tout moment : la société civile sur le modèle du marché.

■ **Autonomie du jeu politique.** Confiance est faite aux professionnels de la politique (large acceptation du cumul des mandats) malgré le mépris et le scepticisme dont ils sont l'objet : ce qui est légitime à travers eux, c'est le champ politique, autonome et distinct du champ social (« l'écologie, ce n'est pas politique »). L'accès au champ politique suppose un droit d'entrée exigé par les acteurs en place : loi électorale, accès aux médias, etc., mais aussi par les électeurs : il faut faire la preuve de sa capacité à jouer le rôle, c'est-à-dire probablement, de sa puissance (le champ politique comme lieu de la fascination pour la puissance). La conversion d'un mouvement social en un mouvement politique se paie trop lourdement, actuellement, pour les écologistes.

### PERSPECTIVES

Ce qui précède rend évidemment peu optimiste pour le proche avenir. Les gauchistes attendent la crise finale du capitalisme, comme beaucoup d'écologistes attendent sans l'avouer les catastrophes de l'environnement : la divine surprise qui nous donnerait enfin raison. A qui ne se satisfait pas de cette politique du pire, il reste à méditer sur quelques voies possibles.

Si on fait l'hypothèse d'une forte intégration des éléments d'analyse ci-dessus, d'une cohérence de l'ensemble (la modernité, l'individualisme démocratique...) à partir d'interprétations comme Chesneaux, L. Dumont, Castoriadis, il faut s'interroger sur le degré possible de remise en cause de ce système. Comment s'attaquer à l'« alternance douce » (ou si l'on veut le conformisme) sans porter atteinte à l'idéologie et la pratique démocratiques ? Quels degrés de tension conflictuelle sont acceptables démocratiquement ? Les deux attitudes actuelles de remise en cause sont la violence terroriste et la défection (abstentionnisme politique) : une 3<sup>e</sup> voie est-elle possible ? Comment s'attaquer à l'individualisme sans porter atteinte à la démocratie ? Une forme de démocratie non individualiste est-elle possible ?

Il me semble que l'essentiel pour les années à venir consiste en un travail en profondeur sur ces questions et sur leur diffusion dans l'opinion publique. Sans abandonner complètement le champ électoral, et encore moins la présence dans des actions symboliques, le combat idéologique paraît prioritaire. Il n'y a pas en France de courant politique possible sans une élaboration intellectuelle et idéologique poussée. C'est à constituer ce courant et à rassembler une intelligentsia autour de nous qu'il faut s'attacher, afin de pouvoir accéder aux médias de façon continue et légitimée.

## « L'aspect ouverture du PS est important mais n'est pas suffisant »

**TRAVAILLEURS :** Le 16 mars a manifesté, dans le Languedoc-Roussillon, aux législatives et aux régionales, de profondes évolutions. La majorité du Conseil régional est passée à droite, une droite en alliance ouverte avec le Front national. Celui-ci a enregistré des résultats élevés. Quant au PCF, il a enregistré un recul sensible. Comment analysez-vous ces évolutions ?

**J-M. CAMBACÈRES :** Je crois qu'il faut moduler ces appréciations car si les évolutions sont nettes, elles ont été acquises de manière relativement marginale. En ce qui concerne les législatives, l'introduction de la proportionnelle devait entraîner automatiquement en Languedoc-Roussillon une diminution du nombre d'élus de gauche puisque le système majoritaire permettait, par le jeu des alliances, d'avoir l'ensemble des sièges avec 50,1 % des suffrages. En ce qui concerne le Conseil régional, qui avait été géré par la gauche depuis sa création en 1972, la droite est maintenant majoritaire, mais uniquement grâce aux voix du Front national. Les partis traditionnels RPR et UDF sont minoritaires de 3 voix. Cela montre qu'il y a un fort courant de gauche qui s'est maintenu dans la région. A trois sièges près, même avec l'alliance avec le FN, nous aurions pu être majoritaires. Je crois qu'il ne faut pas considérer les électeurs du FN comme totalement acquis à la droite. En termes d'analyse et d'action pour le futur, il faut dissocier les responsables du FN dont on connaît le programme et les méthodes, et les gens qui ont voté pour eux qui ne sont pas tous des gens d'extrême-droite. Au contraire, il y a beaucoup de gens de l'électorat populaire qui pour de nombreuses raisons — présence des immigrés, insécurité, promesses démagogiques diverses — ont émis un vote protestataire. Je dois reconnaître aussi que nous aurions peut-être pu mieux faire pour des raisons locales. Il y a eu des divisions internes au PS, bien connues dans la région qui, si elles n'avaient pas eu lieu, mais c'est de la politique-fiction, auraient permis d'avoir un meilleur score dans le Gard, l'Hérault et les Pyrénées-Orientales. Mais la grande tendance, c'est la chute du PCF dans de nombreux secteurs, notamment dans le Gard et, plus globalement la baisse de la gauche en général, car la région n'est pas un îlot par rapport au reste de la France.

**TRAVAILLEURS :** Comment expliquer cette baisse de la gauche ? Y a-t-il des raisons locales ou sont-elles uniquement nationales ?

**J-M. CAMBACÈRES :** Des raisons locales, il y en a.

J'en ai un peu parlé à propos du PS, mais je crois plutôt que ce sont des raisons nationales. Sur le plan local, la région a été bien gérée. Théoriquement, il n'y avait pas de contentieux particulier entre l'électorat et ceux qui géraient la région. Je crois plutôt qu'on s'est retrouvé devant le phénomène national qui a fait qu'une partie de l'électorat qui votait à gauche ne s'est plus reconnue dans cette gauche-là. Certains disent que c'est parce que trop de choses ont été faites. D'autres pas assez. D'autres, pas très bien. Il faudra regarder tout cela en détail. En tout cas, je crois que si on a été battu alors que la gauche avait montré qu'elle gérait bien la région et que les résultats économiques étaient bons au niveau national, c'est pour des raisons politiques, on pourrait même dire idéologiques.

**TRAVAILLEURS :** Comment réfléchir à partir de là à l'avenir du mouvement ouvrier et populaire, à l'avenir de la gauche ?

**J-M. CAMBACÈRES :** Une réflexion nationale est à mener, mais aussi une réflexion régionale. Sur le plan national, il va y avoir la Convention nationale du PS qui va examiner comment rénover le PS, qui a déjà beaucoup évolué depuis 1971 et depuis 1981, comment l'adapter définitivement à la société française, afin qu'il consolide ses 32 % et qu'il aille plus loin si possible. Personnellement, je crois qu'il sera difficile et long d'arriver aux fameux 40 % dont certains parlent. De plus, avec ces 40 %, il ne faudrait pas que l'on se retrouve dans la situation du Parti communiste italien qui, après s'être bien adapté, a toujours plafonné à un très bon niveau mais n'a jamais pu participer au pouvoir ces dernières années. Donc, l'aspect ouverture du PS est important mais n'est pas suffisant. Il faut parallèlement voir comment travailler et retrouver la confiance d'abord de ceux qui ont été un peu déçus d'avoir fait confiance à la gauche, et surtout comment faire en sorte que tous ceux qui ne votent plus communiste se retrouvent à côté du PS, peut-être pas à l'intérieur car il y a toute une tradition qui fait que ce serait difficile, pour reconquérir le pouvoir. Je n'ai pas de recette-miracle là-dessus, mais je crois que c'est par des contacts avec toutes ces formations et individus que cela peut se retrouver. Sur le plan régional, il y a un certain nombre de choses à faire, notamment vis-à-vis des viticulteurs, des rapatriés et du mouvement occitan, sans parler des secteurs avec lesquels nous avons plus l'habitude de discuter : l'extrême-gauche, le PSU, les syndicalistes, les militants des mouvements associatifs ou alternatifs. Telles sont quelques pistes sur lesquelles il faut travailler.

## «Un front le plus large possible en faisant abstraction de tout sectarisme»

■ **Le 16 mars a vu les scores que l'on sait : quelle est votre analyse de ces scores, qu'est-ce que ça vous a appris ?**

Le 16 mars, plutôt que de nous apprendre beaucoup de choses, nous amène à nous poser beaucoup de questions. On ne peut pas dire qu'il y ait eu une grosse surprise : la victoire de la droite était attendue ; elle a eu lieu. Peut-être prend-elle moins d'ampleur que ce que certains espéraient, mais il y a quand même une victoire des forces de droite et c'est vrai que l'expérience de gauche de 81 à 85 y a contribué. L'analyse du PCF dans la période précédant 81 a été confirmée par l'expérience de 81-85, même si dans la forme le parti a commis des erreurs.

Malheureusement, les travailleurs en ont fait la triste expérience : il ne suffit pas d'avoir un gouvernement de gauche pour que la politique suivie soit favorable aux travailleurs. Ce désespoir de certains travailleurs, en particulier les plus défavorisés, on le retrouve dans l'électorat et le score que fait le FN. Ses résultats, son bon score, s'expliquent pour une large part par les désillusions issues de la politique socialiste dans notre pays ; et si les électeurs du Front national ne sont pas des électeurs communistes ou socialistes pour l'essentiel, il font partie de l'électorat potentiel de la gauche, en particulier communiste, qui s'est laissée prendre au discours démagogique de Le Pen et qui manifeste des sentiments de ras-le-bol, de désillusion et de désespoir. Le 16 mars, c'est ça. C'est aussi le bon résultat du PS, après la politique qu'il a menée de 81-85 qui s'explique aussi par le vote utile de l'électorat de gauche qui a préféré voter socialiste pour empêcher le retour de la droite qu'il avait chassée en 81. Ça pose des questions. Pourquoi le PC qui, les événements l'ont montré, sur le fond avait raison, ne retire pas le bénéfice de ses positions et au contraire continue à décliner, c'est à l'ensemble du mouvement ouvrier que ces questions sont posées car l'affaiblissement du PC, c'est l'affaiblissement de l'ensemble du mouvement ouvrier.

■ **Alors, quelles perspectives pour l'avenir ?**

On a la droite au pouvoir : on sait ce qu'elle a fait, ce qu'elle va faire (dénationalisation, remise en cause d'acquis sociaux : retraite à 60 ans, autorisation de licenciement donnée au patronat). Il est possible de rassembler dans la lutte contre cette politique dans un combat le plus large possible les travailleurs et tous ceux qui ne veulent pas de cette politique : ça, c'est le côté défensif.

Mais il y a l'aspect offensif : reconstruire une nouvelle gauche avec un PCF assez fort pour ancrer l'ensemble du mouvement ouvrier bien à gauche, de façon à répondre aux aspirations. C'est là que nous avons une tâche immense à accomplir. Mais pour cela, il nous faut un Parti communiste qui soit beaucoup plus dynami-

que, combatif, ouvert, qu'il ait une stratégie bien claire et bien définie. Et la meilleure stratégie sera définie par l'ensemble des communistes dans la mesure où il y aura un large débat démocratique dans le parti : alors seulement la stratégie sera la meilleure possible.

■ **Sur quels points les erreurs vous semblent-elles les plus importantes : analyse de la société, évaluation du rapport de forces ?**

Il ne faut pas remonter 30 ans en arrière : dans une période beaucoup plus récente on peut retrouver pas mal d'erreurs qui nous ont amenés dans la situation où nous sommes.

Si je ne remets pas en cause le «centralisme démocratique», je constate que malheureusement ça se passe trop souvent à sens unique dans le sens du centralisme. Aussi on est coupé des réalités et il y a l'impression de naviguer à vue, en zig-zag : en 72, après la signature du Programme commun, on voulait tellement mettre en avant ce qui nous permettait d'établir le Programme commun avec les socialistes qu'on a eu trop tendance à escamoter ce qui nous différencie. Puis hop, on a viré à 180°, s'étant aperçu que c'était une erreur en disant «le PS a viré à droite», ce qui nous a valu de passer pour les diviseurs de la gauche. Le PS s'est alors emparé du drapeau de l'Union et ça nous a valu de perdre une forte influence et c'est à partir de 77 que l'affaiblissement du parti est allé en s'accroissant...

En 81, on est revenu avec le PS au gouvernement, puis au moment du virage de 82, de nouveau on est reparti «comme en 14». Nous-mêmes avons du mal à suivre et je comprends que notre électorat soit désorienté. Un autre exemple : après les élections européennes, Marchais le premier dit : «Il n'est pas question de quitter le gouvernement» ; un mois après, on le quitte... mais on reste dans la majorité ; dix jours après, Leroi annonce : «On n'est plus dans la majorité» !... En l'espace d'un mois, on a dit tout et son contraire ! A la limite, je serai provocateur : la stratégie, c'est secondaire, ce qui est essentiel c'est que le fonctionnement du parti permette que tout le monde, par sa diversité mais aussi sa richesse apporte sa pierre. Lorsqu'on isole, qu'on laisse de côté des camarades, qu'on se coupe d'une grande partie des intellectuels, des jeunes, on s'appauvrit. La stratégie ne peut venir qu'après : il faut d'abord un parti vivant.

■ **Comment sur la région, au plan national, comptez-vous agir et avec qui ?**

Sur ce point là, la stratégie définie au 25<sup>e</sup> Congrès, Rassemblement Populaire Majoritaire, c'est un peu ça : rassembler sur différents points tous ceux qui peuvent se rassembler et sont d'accord pour mener la bataille. Encore faut-il créer les conditions pour que ce rassem-

blement se fasse et ce n'est pas par le sectarisme et par l'isolement qu'on en créera les conditions.

C'est vrai que face à la situation qui est faite avec la droite au pouvoir, au niveau national et régional, la seule solution pour s'en sortir, c'est l'union sur des bases claires de tous ceux qui veulent combattre cette politique et conduire d'autres perspectives. Et là, le front doit être le plus large possible en faisant abstraction de tout sectarisme.

Un exemple, le rassemblement pour la paix à Bédarieux qui regroupait un communiste qui était P. Juquin

(chargé de ces questions par le CC), un pasteur, un dominicain... Sur d'autres thèmes, on peut réunir des socialistes, des communistes, des gens de sensibilité de gauche, des progressistes et même au-delà, dans le même combat.

C'est la seule façon de s'en sortir et le PCF a un rôle important à jouer. En cela l'affaiblissement du PCF, c'est l'affaiblissement de tout ce que notre pays compte de forces de progrès.

Carine FAVIER (PAC)

## «Prendre à bras-le-corps la diversité que vit notre société»

■ **Que vous a appris le 16 mars ?**

Résultats sans grandes surprises, en particulier quant au retour de la droite. Mais confirmation de données déjà apparues :

— Le phénomène Le Pen est un problème de fond et non un «ras-le-bol» conjoncturel.

— Le mouvement populaire est en recul : les scores en baisse du PCF, l'échec de l'extrême-gauche, le recul des Verts traduisent l'ampleur des problèmes.

— Ceux qui derrière la bannière Alternative ont tenté une percée, en se regroupant, pour proposer autre chose, n'ont pas «franchi» le mur. Sur la région par exemple, la liste regroupant les Verts, des Occitans, des militants du PAC, militants associatifs (liste qui était le fruit d'actions communes antérieures) autour du mot d'ordre *Fasem lo País* a connu les mêmes difficultés : 2,5%, ce qui n'est pas ridicule mais nettement insuffisant. Bien sûr, le vote utile, la forme de scrutin, ont largement contribué à cette marginalisation. Mais on ne peut dans une perspective de plus long terme se contenter de ces explications «externes». Un des enseignements de la campagne a été le pragmatisme dont fait preuve une large partie des gens déçus et face à eux l'incapacité de mettre en avant des propositions constructives crédibles de la part des Alternatifs. Un gros défaut ! Car pour dépasser le cercle de l'«estime», pour «mordre» sur un cercle plus large, puis peser sur le grand public, il faudra en passer par là (pour le développement régional, pour des rapports différents entre villes et campagnes, pour d'autres échanges avec le Tiers Monde...).

■ **Quelles perspectives de recomposition ?**

On sait déjà ce que cela ne doit pas être :

— une structuration intempestive du mouvement qui tend à s'amorcer mais reste encore faible ;  
— la réorganisation des forces autour d'un pôle unique (en particulier à gauche de la gauche).

On ne sait pas encore exactement les formes que cela peut prendre, d'autant plus que beaucoup de choses sont encore en pleine mutation comme le débat au sein du PCF et même du PS le prouve. Mais on peut dessiner les bases indispensables sur lesquelles cela devrait se faire :

— tenir compte de ce besoin exprimé par ceux qui, en manque de perspectives aspirent à des propositions concrètes pour lutter et construire aujourd'hui une autre politique avec d'autres objectifs, même modestes ;

— prendre à bras-le-corps l'éclatement, la diversité dans le fond et dans la forme que vit notre société, en faire une richesse, la respecter.

C'est plus facile à dire qu'à faire car ça demande de passer bien au-dessus des réflexes de clocher et des habitudes bien ancrées. Mais l'enjeu en vaut la chandelle ! Car si nous échouons dans la recomposition d'une force politique d'action et de proposition sur le no man's land d'une partie du mouvement ouvrier et populaire, nous donnerions raison à ceux qui au PS pensent que ce parti peut à lui seul rassembler l'ensemble du mouvement populaire. Il n'est pas sûr que le peuple de France y gagne !

## LA QUADRATURE DU GLOBE

Les années 80 sont marquées par d'importantes évolutions de la situation internationale. Ces transformations affectent à la fois les relations et contradictions Est/Ouest, Nord/Sud et à l'intérieur du «camp occidental».

Les années 50, 60 et le début des années 70 avaient été celles du surgissement des peuples du Tiers Monde, de la décolonisation, du développement du non-alignement, des revendications et batailles pour un nouvel ordre économique international. Le mouvement des luttes populaires, qui avait entraîné et accompagné la décolonisation, était porteur d'une impérieuse remise en cause d'un monde structuré par les puissances dominantes. Même si cette période avait été marquée par le développement offensif de la superpuissance soviétique en rivalité avec l'impérialisme américain pour l'hégémonie mondiale, l'impérialisme était globalement sur la défensive.

Depuis la fin des années 70, au contraire, l'impérialisme américain a engagé une contre-offensive généralisée qui touche tous les domaines, économique, politique, militaire, idéologique. Cette offensive vise non seulement à enrayer son recul relatif par rapport aux autres pays impérialistes, à la superpuissance soviétique et à la poussée du Tiers Monde, mais aussi à redéployer et étendre son hégémonie. C'est l'élément moteur des évolutions en cours dans le monde des années 80.

### L'OFFENSIVE LIBÉRALO-IMPÉRIALISTE US

L'offensive a pris des formes multiples. Dans le domaine économique, financier et monétaire international, elle a d'abord consisté à pratiquer une politique de surévaluation du dollar et de hauts taux d'intérêt qui a attiré aux USA les capitaux internationaux et permis de financer un déficit budgétaire en forte augmentation, en particulier du fait d'une relance active du programme militaire dans tous les secteurs, nucléaire stratégique et tactique, comme conventionnel. L'annonce du programme IDS en mars 83, accompagné d'un budget de recherche de 26 milliards

de dollars d'ici 88, est révélateur d'une politique visant à rétablir la suprématie américaine, à faire pression sur l'Europe et à soutenir les grandes entreprises US de pointe.

À l'intérieur, l'application des orientations libérales (déréglementation, soutien sélectif aux industries les plus compétitives, coupes sombres dans les budgets sociaux, blocage de la masse monétaire pour réduire l'inflation, réduction des impôts payés par les entreprises et les plus riches...) a d'abord provoqué un «assainissement» de la situation qui a pris l'allure d'une purge (faillites nombreuses, 11% de chômeurs fin 82, augmentation sensible de la pauvreté, restauration des profits). À cette première phase a succédé en 83 et 84 une nette reprise provoquée par le déficit budgétaire et en particulier les dépenses militaires. Mais cette reprise s'est révélée fragile : en 85, la croissance n'a été que de 2,5%. Elle n'a pas empêché une nouvelle augmentation du déficit budgétaire qui atteint aujourd'hui 200 milliards de dollars. Surtout, la surévaluation du dollar a entraîné une augmentation des importations et un déficit commercial croissant, qui atteint maintenant 150 milliards de dollars par an : en 3 ans, les importations ont augmenté de 60%, atteignant 25% de la production nationale alors que les exportations stagnaient à 15% de celle-ci; début 1986, le taux de couverture des importations par les exportateurs n'est plus que de 50%. Cette dégradation rapide a fait que les USA sont devenus, pour la première fois depuis 1913, un pays débiteur net (déficit de la balance des paiements de 128 milliards de dollars en 1985).

La compétitivité relative des produits US s'est rapidement affaiblie, en particulier par rapport au Japon, mettant en cause l'assise économique de la domination de l'impérialisme américain. D'importants secteurs industriels, le secteur agricole, ont vu se développer une crise de compétitivité et de rentabilité affectant le tissu économique lui-même. À terme, le risque existait de transformation d'un pays possédant une économie productive dynamique en un pays financier et rentier. Les pressions protectionnistes des milieux agricoles, industriels et financiers se sont multipliées, ce qui risquait d'entraver, au nom de la protection des intérêts intérieurs, les perspectives des multinationales. Ces

pressions furent, d'ailleurs, à de nombreuses reprises suivies d'effets, non pas tant par l'élévation de barrières douanières (que l'accord de Tokyo de 1979 avait nettement réduites), que par la multiplication des contrôles et contingentements (qui ont doublé ces dernières années). Par ailleurs, la surévaluation du dollar et les hauts taux d'intérêt contribuaient à une augmentation rapide de l'endettement du Tiers Monde, ce qui fragilisait l'ensemble du système bancaire et financier mondial, en premier lieu américain, avec les risques de krach financier international que cela comportait. Le dollar était porteur d'une contradiction majeure : son haut cours était nécessaire pour financer le déficit budgétaire par l'apport de capitaux étrangers, mais il menaçait l'agriculture et l'industrie américaines.

Ces contradictions ont amené, à partir de l'automne 85, un retournement de la politique financière et monétaire américaine. Un accord du «groupe des 5» (USA, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale, France, Japon) a décidé de mettre en œuvre une baisse concertée et progressive du dollar. Il s'agissait en particulier d'éviter une chute brutale, qui pouvait à tout moment survenir. Ce retournement, qui a pu apparaître comme un affaiblissement des instruments de domination US, s'est opéré à un moment où les capacités d'initiatives des «partenaires» occidentaux, en particulier européens, étaient en fait réduites du fait de la politique mise en œuvre les années précédentes. Le sommet de Tokyo l'a confirmé en entérinant la proposition Reagan d'un accroissement de la concertation des politiques économiques des 7 plus importants pays occidentaux, reposant sur des réunions régulières des ministres des Finances, en dehors des différentes instances internationales existantes. Cette proposition vise à une harmonisation des taux d'intérêt, puis à une réforme du système monétaire international avec coordination dollar-yen-ECU (en particulier le mark) sous domination du dollar. Compte tenu du poids économique, monétaire, financier, commercial, de l'impérialisme US, cette coordination ne peut, en effet, que se faire sous leur hégémonie. La baisse du dollar n'est pas la fin de sa domination mais une nouvelle forme de celle-ci.

L'offensive US n'est pas seulement économique mais en même temps politique, culturelle et idéologique. Reposant sur l'exaltation du libéralisme, du profit et de l'élite, elle consiste à tout évaluer en fonction de la seule rivalité Est/Ouest et à nier jusqu'à l'existence des contradictions Nord/Sud. Elle met en avant la défense de la suprématie du monde occidental et qualifie de pro-soviétique toute force qui s'y oppose. Elle vise à fonder — ou plutôt refonder — la prétention des pays les plus puissants de contrôler l'évolution intérieure de n'importe quel pays et d'y intervenir, y compris militairement. Ainsi ont été justifiés l'intervention à Grenade en octobre 1983, les aides répétées à la contre-révolution nicaraguayenne, que Reagan prétend encore augmenter malgré les réticences du Congrès, ou le raid contre la Libye, dénoncée comme commanditaire du terrorisme international par le sommet de Tokyo, affirmation qui reste toujours à prouver. La déclaration commune des Sept adoptée à cette occasion menace d'ailleurs explicitement tous les pays dont il apparaîtrait (aux USA) qu'ils soutiennent ou sont complices du terrorisme, de recevoir le

même sort, ce qui donne carte blanche à Reagan comme gendarme du monde pour poursuivre ses interventions impérialistes aux quatre coins de la planète. Le soutien au régime raciste sud-africain, à la répression massive du peuple, au blocage de l'accès de la Namibie à l'indépendance, ne s'est pas démenti, malgré quelques protestations ou pressions économiques et diplomatiques.

Pour autant, cette offensive rencontre les résistances des peuples. Elle doit tenir compte des situations et rapports de forces locaux et régionaux et se concrétise en politiques diversifiées. Ainsi, les renversements des régimes autoritaires et dictatoriaux en Argentine (83), au Brésil (85) et plus récemment à Haïti et aux Philippines, correspondent à la prise en compte des mouvements populaires qui se sont développés contre la dictature, pour la démocratie et l'amélioration des conditions de vie, tout en tentant de maintenir l'essentiel de la domination politique, économique, culturelle, militaire. Ainsi, aux Philippines sont en jeu plus de deux milliards d'investissements américains et les plus importantes bases militaires US hors de l'Amérique du Nord. Reagan a justifié cette politique le 14 mars dernier dans un message au Congrès, «Liberté, sécurité régionale et paix globale», qui définit comme cible toutes les dictatures, «de droite comme de gauche» et déclare soutenir les révolutions démocratiques dont le but est de renverser les dictatures, en affirmant que «plus de liberté pour les autres signifie plus de paix et de sécurité pour nous-mêmes». En fait, ce message vise à faire pression sur le Congrès pour qu'il adopte le plan Reagan de 100 millions de dollars d'aide à la contre-révolution nicaraguayenne et à s'arroger le droit de définir la politique qu'il entend suivre à l'égard de chaque pays pour y intervenir politiquement et militairement.

Plus généralement, à l'égard du Tiers Monde, l'offensive libéralo-impérialiste, menée tambour battant ces dernières années, et qui se poursuit, vise à une reprise en main qui prend souvent des allures de reconquête. C'est le blocage complet des négociations Nord/Sud, qu'a manifesté le sabotage de la CNUCED réunie à Belgrade en juin 83, et le refus de toute négociation globale. C'est la mise en cause des institutions internationales dépendant du système des Nations Unies, dans lesquelles existe un minimum de règles démocratiques et où s'expriment le rôle et la place du Tiers Monde et du Mouvement des non-alignés, ce dont témoigne le retrait américain de l'UNESCO, institution qualifiée de fer de lance de la révolution mondiale. C'est l'exclusivité accordée aux institutions monétaires internationales (FMI, Banque mondiale) que les pays dominants, et en particulier l'impérialisme US, contrôlent pour des raisons historiques et qui constituent des séquelles de la période antérieure à la décolonisation. Ces institutions permettent de contrôler étroitement l'activité économique et financière internationale et d'imposer de manière unilatérale et brutale un rapport de forces favorable aux USA.

Dans l'ensemble du Tiers Monde, le FMI se comporte en gendarme qui se charge d'extirper toute velléité de politique économique nationale indépendante. Ses recettes sont sensiblement les mêmes pour tous les pays et s'inspirent des conceptions monétaristes. Après avoir encouragé l'endettement de chaque pays au long des années 70, le FMI contraint les différents

pays pris à la gorge par l'augmentation rapide du dollar et des taux d'intérêt au rétablissement prioritaire des «grands équilibres» (monnaie, balance des paiements, finances publiques), par une politique brutale de déflation (hausse des prix des produits de consommation intérieure, baisse de l'investissement public, blocage ou baisse des salaires, restriction de crédit). Cette entreprise de dérégulation facilite l'intervention des firmes multinationales et réduit les marges de manœuvre et d'autonomie de chaque pays.

Cette agressivité dont fait preuve l'impérialisme US dans tous les domaines et continents est cependant preuve de faiblesses et de difficultés. Les USA continuent de subir la crise en même temps qu'ils la font subir; la reconquête de l'hégémonie va jusqu'au point de rupture du système (l'endettement représente une fragilisation du système monétaire et financier international) et met en péril la paix mondiale; le Tiers Monde, bien qu'ayant subi coups et reculs, n'est pas défait. On ne peut analyser globalement l'offensive et l'ensemble de ses conséquences qu'en prenant en compte tous les termes de la rivalité Est/Ouest, de la contradiction Nord/Sud et aussi de la place et du rôle de l'Europe.

## L'URSS LA RIVALITÉ EST/OUEST

Globalement, la superpuissance soviétique est apparue marquer le pas ces dernières années après la période d'expansion qu'avaient ponctuée Prague, le développement de son influence dans certains pays d'Afrique, l'aide à l'occupation vietnamienne du Cambodge, l'intervention en Afghanistan, la participation à la guerre menée par l'Éthiopie contre le peuple érythréen ou l'aide à la normalisation en Pologne. Dans chaque pays, en effet, ces interventions se sont trouvées confrontées à la résistance des peuples dont aucune offensive n'a réussi à venir à bout. Aussi l'URSS est-elle apparue comme recherchant à contrôler ses zones d'influence.

Sur le plan économique, les dernières années ont été marquées par une accentuation de la réduction de la croissance économique : elle n'a atteint que 3,2% en moyenne au cours du XI<sup>e</sup> Plan (81-85), nettement en dessous des objectifs. La croissance de la productivité s'est affaiblie. Ces phénomènes reflètent un essoufflement du modèle de développement mis en place à la fin des années 50 et qui a bien peu évolué depuis. Devant le 27<sup>e</sup> Congrès du PCUS, Gorbatchev a dénoncé «l'inertie, l'immobilité des formes et des méthodes de gestion, la baisse du dynamisme dans le travail, la montée de la bureaucratie, des phénomènes de stagnation dans la vie de la société». Les structures économiques sont devenues des obstacles à la croissance, telles les méthodes administratives rigides, à quoi il faudrait ajouter, ce dont Gorbatchev ne parle pas, la militarisation croissante de l'économie. Le Congrès s'est prononcé pour limiter les ingérences des autorités centrales, dont l'objectif est de définir les stratégies et les grandes orientations économiques, dans les échelons inférieurs, pour accorder plus d'autonomie et de responsabilités aux entreprises. Mais ces réformes, qui

apparaissent encore limitées, semblent se heurter à une résistance des structures et des habitudes, tout comme celles qui avaient été tentées dans les années 60.

Sur le plan international, les analyses soviétiques restent fondées sur la thèse des deux camps qui guide les rapports de l'URSS avec le Tiers Monde et le Mouvement des non-alignés. Ces rapports, qui sont déterminés par l'opposition de chaque pays à la politique américaine, ont été concentrés sur un petit nombre de pays et ont pris une forme de plus en plus militaire, privilégiant la fourniture d'armes à certains pays en échange d'un paiement en monnaies fortes. Par ailleurs, la prétention de l'URSS de se faire reconnaître comme «allié naturel» du Tiers Monde et du Mouvement des non-alignés, s'est heurtée à la condamnation massive des interventions en Afghanistan et au Cambodge et à la revendication de retrait des troupes étrangères de ces deux pays.

Sur le plan militaire et stratégique, la course aux armements reste la composante essentielle de la rivalité avec l'impérialisme US pour la domination mondiale. Chaque superpuissance cherche, en effet, à assurer sa suprématie. La relance du programme militaire américain ces dernières années a amené l'URSS à fournir un effort croissant en ce domaine alors que sa base économique est apparue s'essouffler. On trouve là une raison essentielle de la reprise des négociations entre USA et URSS, lors du sommet Reagan-Gorbatchev à l'automne dernier à Genève. Si cette rencontre a pu faire espérer une atténuation de la tension internationale et de la course aux armements, force est de constater que le dialogue engagé ressemble à un dialogue de sourds.

Malgré la rencontre de Genève et la reprise des négociations sur le désarmement, malgré le communiqué commun affirmant que «ni l'une ni l'autre partie ne visera à la suprématie militaire», la course aux armements s'est poursuivie. URSS et USA ont multiplié depuis les propositions de désarmement (Gorbatchev le 15 janvier, Reagan le 22 février) qui relèvent plus du souci de gêner l'autre et de l'isoler diplomatiquement que d'une réelle volonté d'arrêter l'escalade. Ainsi, Gorbatchev propose de réduire de 50% dans un délai de 5 ans les armements nucléaires susceptibles d'atteindre le territoire de l'autre, ce qui inclut les Pershing américains mais pas les SS20 soviétiques, alors que Reagan veut limiter cette réduction aux seuls armements intercontinentaux. Gorbatchev propose par ailleurs le retrait des missiles à moyenne portée d'Europe et le gel des forces militaires anglaise et française, alors que Reagan repropose son «option zéro» de 1981 (démantèlement des SS20 et des Pershing et Cruise) et veut aussi démanteler les missiles à moyenne portée soviétiques en Asie. Gorbatchev demande l'arrêt de tout essai nucléaire et surtout de toute recherche, expérimentation et déploiement des armements spatiaux, alors que Reagan insiste sur le fait de ne pas limiter les négociations aux armements nucléaires mais d'aborder aussi les armements conventionnels et les conflits régionaux.

Quelles que soient les amorces actuelles de dialogue auquel a concouru le développement du mouvement pour la paix, en particulier en Europe et dans le Tiers Monde, la confrontation des deux superpuissances demeure, en particulier sur le plan militaire, et attise

les points chauds, véritables poudrières d'une conflagration mondiale. Ainsi, c'est après Genève que les États-Unis ont renforcé leur pression sur le Nicaragua et opéré le raid sur la Libye, alors que l'URSS lançait ou soutenait de nouvelles offensives en Afghanistan et au Cambodge.

## LE TIERS MONDE DANS LA CRISE

Les conséquences de la crise internationale, du redéploiement du capital et de l'offensive libéralo-impérialiste ont été les plus sensibles dans le Tiers Monde et ont accentué prolétarianisation, paupérisation, déstabilisation des sociétés, différenciations et reculs.

La baisse des cours des matières premières enregistrée ces dernières années fait qu'ils se situent aujourd'hui à leur plus bas niveau depuis les années 30, ce qui amenuise les ressources d'exportation des pays du Tiers Monde. Les groupements de pays producteurs de matières premières n'ont pas réussi à peser sur les prix comme avait pu le faire l'OPEP à partir de 1973, ce que les pays du Nord ont d'ailleurs réussi à surmonter ces dernières années, notamment par la diversification de leurs politiques énergétiques. Les mesures protectionnistes prises par les pays développés ont par ailleurs limité les quantités exportées. L'endettement du Tiers Monde a atteint 1000 milliards de dollars, sous l'effet des taux d'intérêt élevés. Le seul service de la dette s'est élevé à 140 milliards de dollars en 1984, soit 26% des recettes totales d'exportation des pays du Tiers Monde. Pour la seule Amérique du Sud, l'endettement est passé de 90 à 360 milliards de dollars entre 1975 et 1984 et les remboursements ont atteint 36% des revenus d'exportation en 1985. En Afrique, l'endettement a augmenté de 20% par an ces 11 dernières années; le revenu moyen est aujourd'hui inférieur à celui de 1970, la croissance économique ayant été inférieure à la croissance démographique (3,3% par an); la consommation de nourriture produite sur le continent est passée de 220kg/habitant en 1970 à 180 en 1984; l'espérance de vie de la population décroît et n'est plus que de 49 ans aujourd'hui; la malnutrition, la faim et même la famine gagnent du terrain.

Si des accords de rééchelonnement de la dette ont été passés avec de nombreux pays, ils ont été conditionnés à l'application des recommandations du FMI, qui limitent les possibilités de développement (les investissements locaux en Amérique du Sud ont diminué d'un tiers depuis 1980) et entravent les possibilités ultérieures de remboursement. Ils ne font que repousser le problème de l'endettement sans offrir aucune perspective pour le résoudre. De même, le plan Baker, présenté par les USA aux réunions d'octobre 1985 du FMI et de la Banque mondiale, demande aux banques privées de prêter 20 milliards de dollars supplémentaires d'ici 3 ans - ce qui est très insuffisant par rapport aux besoins - mais refuse d'aborder les causes structurelles de la situation telles les taux d'intérêt et le protectionnisme.

Les reculs enregistrés par le Tiers Monde ces dernières années sont imputables à la nature du système international. Les pays impérialistes ont tout fait

pour consolider et développer ce système et sont intervenus de manière constante et répétée. Il faut souligner en particulier le rôle de plus en plus important des ingérences des deux superpuissances et de leur rivalité pour l'hégémonie mondiale, de leur volonté de bipolarisation Est/Ouest du Tiers Monde. Chaque pays est sommé de choisir : la libération de la mainmise américaine sur un pays est souvent présentée comme une victoire soviétique et, a contrario, le développement économique sous tutelle du FMI comme une consolidation des USA. Ainsi, les deux superpuissances ont multiplié les initiatives pour diviser le mouvement des non-alignés et toutes les institutions de coordination ou de coopération entre pays du Tiers Monde.

Les conflits armés à l'intérieur du Tiers Monde tiennent aux contradictions léguées par la colonisation, aux divergences d'intérêt ou aux hégémonismes régionaux que la confrontation des deux superpuissances entretient et aiguise. Le conflit Iran-Irak en est à sa cinquième année et pompe une part sans cesse croissante des ressources humaines et matérielles des deux pays (compte tenu de la baisse de leurs revenus pétroliers, ceux-ci sont désormais insuffisants pour financer la guerre). Le drame que vit le peuple palestinien depuis près de 40 ans ne connaît aucun débouché.

La situation actuelle des pays du Tiers Monde relève aussi des contradictions qui caractérisent chaque société. Les alliances qui avaient permis la décolonisation ont peu ou pas résisté aux défis de l'indépendance. Dans chaque pays, il a fallu construire des États dans la confrontation aux réalités de la domination du système international et faire émerger des couches dirigeantes. Souvent celles-ci se sont développées, compte tenu de leur nature et de leurs liens à l'impérialisme, au détriment des aspirations et besoins des classes populaires, en particulier de la paysannerie qui représente 75 à 90% de la population. Dans nombre de pays, le luxe côtoie le dénuement ou la misère, l'exode, l'entassement urbain et le sous-emploi chronique.

Plus généralement, les modes de développement à l'œuvre depuis la décolonisation ont souvent enregistré des échecs. Échec des politiques reposant sur l'intégration au marché mondial qui ont bouleversé les structures sociales, dépeuplé les campagnes et engendré une urbanisation anarchique, développé les migrations, mis en cause les identités culturelles et débouché sur un endettement croissant. Échec aussi des politiques se référant peu ou prou au modèle soviétique (planification centralisée, priorité à l'industrie lourde, nationalisations, transformation de l'agriculture à partir de l'industrie et lui servant de débouchés, édification d'États forts...) qui se sont révélées incapables de résoudre les problèmes de développement de pays issus de la décolonisation. Pour autant, les échecs ne sont pas généralisables. D'une part, le développement des pays du Tiers Monde est incontestable au regard de leur situation lors de l'indépendance. D'autre part, certains pays ont recherché des voies de développement adaptées à leur réalité et ont enregistré des résultats non négligeables, comme la Chine ou, dans des conditions différentes, l'Inde. De même le développement de la coopération «Sud-Sud», entre pays du Tiers Monde, encore limité, ne saurait être négligé.

Cette situation du Tiers Monde a débouché sur une différenciation accrue des situations. Aujourd'hui, par

exemple, les revenus par habitant sont dans le rapport de 1 à 400. A tel point que nombreux sont aujourd'hui ceux qui parlent d'éclatement du Tiers Monde ou même remettent en cause le concept lui-même.

Pourtant, dans cette diversité même de situations et d'évolutions, les pays du Tiers Monde sont tous soumis à la domination des règles du marché mondial, du système impérialiste, des organismes comme le FMI ou la Banque mondiale, du Nord et, en particulier, des deux superpuissances. La plupart restent résolus à prendre en main leur propre destinée, à se soustraire à la mainmise des deux superpuissances et à la bipolarisation du monde. Ils sont tous confrontés au défi du développement dans l'indépendance, de la recherche d'une voie autonome de développement, d'émancipation et de libération. Les combats menés au cours des dernières décennies, tour à tour gagnés ou perdus, si disparates en apparence, ont contribué à ébranler le système global, économique, politique et culturel que domine le Nord impérialiste.

La situation du Tiers Monde doit s'analyser en termes de diversité-unité. Unité objective car l'ennemi est commun, le système impérialiste mondial. Unité que traduisent, au travers bien des difficultés et aléas, le mouvement des non-alignés, le «Groupe des 77» de l'ONU, les organisations de coopération locale, régionale ou continentale dont se sont dotés les pays du Tiers Monde dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Malgré les coups qu'il a encaissés, en particulier sous l'effet, ces dernières années, de l'offensive libérale-impérialiste, le Tiers Monde reste aujourd'hui la principale force qui s'oppose à l'impérialisme, aux deux superpuissances et à leur rivalité, la principale force pour défendre la paix.

## LA SITUATION CONTRADICTOIRE DE L'EUROPE

La CEE, avec ses 320 millions d'habitants et sa place dans le commerce mondial supérieure à celle des Etats-Unis, vit une série de contradictions.

D'une part elle reste le nœud de la rivalité des deux superpuissances pour l'hégémonie mondiale, et, d'autre part, elle participe directement au système mondial de domination impérialiste et se retrouve en opposition au Tiers Monde. Elle est donc prise en sandwich entre les superpuissances et le Tiers Monde. Ainsi, elle dispose de réelles possibilités de développement tout en risquant d'être mise en marge sur le plan économique, technologique, social et politique. L'offensive américaine est aussi dirigée contre l'Europe, ce dont témoignent les pressions constantes, économiques, monétaires, militaires et stratégiques (IDS) des USA pour accentuer sa subordination. L'exemple du dollar est significatif de cette situation contradictoire. D'un côté, la hausse du dollar a entraîné une augmentation de la valeur des importations des pays européens, souvent payées en dollars comme le pétrole. Mais de l'autre, elle a favorisé les investissements et spéculations des multinationales européennes dans le monde, en particulier aux USA. A l'inverse, la baisse du dollar réduit la valeur des importations mais augmente la pénétration des capi-

taux et produits en particulier américains, sur les marchés intérieurs. Plus généralement, les rapports Europe-USA sont marqués à la fois par des oppositions et convergences d'intérêts dans le cadre d'une alliance globale (OTAN), dont les évolutions sont fonction des rapports de forces, des influences et pressions. L'offensive américaine a marqué des points, non seulement sur le plan économique mais aussi sur les plans politique, idéologique et culturel. La politique libérale américaine a été prise, ces dernières années, en référence sinon en modèle par nombre de pays européens. Le récent sommet de Tokyo est révélateur de l'influence des USA sur l'Europe.

Cette situation contradictoire tient aussi aux oppositions de situations et d'intérêts qui existent entre les différents pays européens dans tous les domaines, en particulier sur le plan économique. En témoignent la longueur et les difficultés des négociations politiques, économiques et monétaires européennes, ou le caractère partiel et limité du système monétaire européen. Ainsi, l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE d'un côté renforce l'Europe, notamment en Méditerranée, mais de l'autre crée de nouvelles contradictions à l'intérieur de l'Europe (pays moins développés, augmentation des excédents agricoles...). Quant aux rapports avec le Tiers Monde, ils sont marqués par la perpétuation des rapports de domination impérialistes, même si la Convention de Lomé ne repose pas sur les mêmes bases agressives que la politique américaine.

L'évolution récente de la CEE est marquée à la fois par la mise en œuvre d'Eureka et par la réforme du Traité de Rome. Les pays européens se sont retrouvés divisés par rapport au projet d'IDS de Reagan, qu'il proposait d'élargir à l'Europe. D'un côté, l'accord des pays européens leur permettait de participer aux recherches et avancées sur les technologies de pointe. Mais de l'autre, compte tenu de la conception même du projet et du rapport de forces, cela ne pouvait se faire que sous domination américaine. Eureka s'est voulu une réponse à cette situation, en manifestant une certaine volonté d'indépendance économique, technologique et même militaire des pays européens à l'égard des USA, par un développement et des recherches conjointes sur les hautes technologies. Certains pays ont décidé de participer à la fois à l'IDS et à Eureka, d'autant que Reagan a accepté la coopération d'entreprises européennes à défaut de celles des Etats.

La réforme du Traité de Rome, décidée lors du sommet européen de décembre 1985, reflète les mêmes ambiguïtés. L'«acte européen unique» prévoit l'élargissement des compétences et activités de la CEE dans certains domaines tels que la recherche technologique, l'environnement ou la politique sociale. Mettant l'accent sur l'aspiration à la création d'une Union européenne et sur le développement de la coopération politique, il élargit les compétences de la Commission et du Parlement, change les modalités de décision en adoptant la règle de la majorité en lieu et place de l'unanimité, veut impulser la coordination des politiques étrangères et fixe comme objectif la libre circulation complète des marchandises, des personnes et des capitaux pour le 31 décembre 1992. Mais l'hétérogénéité des situations et intérêts a aussi conduit à imaginer le développement d'une Europe à plusieurs vitesses, en fonction des domaines abordés.

Déjà plus qu'une simple zone de libre échange, la CEE est confrontée à de multiples défis : préciser son identité, en particulier dans les rapports avec l'Europe de l'Est, mettre en œuvre un développement plus autonome par rapport aux USA et au marché mondial, assurer sa sécurité par rapport aux deux superpuissances, définir de nouveaux rapports avec le Tiers Monde.

## QUELLE PERSPECTIVE POUR LA FRANCE ET L'EUROPE ?

Toute stratégie de transformation en France et en Europe implique de prendre en compte les contradictions du monde contemporain et leurs évolutions afin de répondre aux défis du développement et de l'indépendance, de la sécurité et de la paix, de la crise et de l'offensive libérale.

L'internationalisation de plus en plus accentuée des économies, l'interpénétration croissante des sociétés, en particulier le caractère qui apparaît irréversible de la construction européenne, font qu'on ne saurait produire de réponses vraies, solides et durables sans intégrer la dimension mondiale du combat. Il faut rejeter toute vision européocentriste ou «francocentriste» pour partir des situations des peuples et pays du Tiers Monde d'une part, des peuples de France et d'Europe d'autre part, qui sont, les uns et les autres, dans des conditions différentes, victimes de la domination du même marché mondial, du même système impérialiste, de la même offensive américaine comme de la rivalité des deux superpuissances. Cette unité de la cible crée les conditions de nouveaux rapports, des rapports d'alliance et de

convergence, basés sur les intérêts des uns et des autres, l'égalité et les avantages réciproques, et axés sur les besoins et aspirations à plus d'autonomie et plus de solidarité par rapport au marché mondial, à l'abaissement des seuils de dépendance face au système impérialiste. Il s'agit de faire converger les intérêts des peuples à l'indépendance et au développement, pour s'attaquer ensemble aux mécanismes qui conduisent les pays du Tiers Monde à la dépendance et à la domination et les pays européens à la subordination, pour s'émanciper des différentes formes d'hégémonie américaine et soviétique, pour défendre la paix et assurer leur sécurité.

Le non-alignement est indispensable pour cimenter une telle alliance en refus de l'organisation actuelle du système international. C'est un levier pour une issue différente à la crise portée par les couches populaires en Europe et dans le Tiers Monde. Cela implique la solidarité avec les peuples en lutte pour leur indépendance, en particulier les peuples des dernières colonies françaises. Une telle voie est à même de permettre de définir d'autres modes de développement dans les pays européens comme dans le Tiers Monde, de nouveaux rapports économiques, politiques, culturels et démocratiques inter-européens, d'autres formes de défense et de sécurité (défensives, populaires), d'autres approches culturelles (multiculturalité, antiracisme, nouvelle citoyenneté...).

Dès aujourd'hui, cette voie doit guider les réponses immédiates à l'offensive libérale-impérialiste, pour soutenir les négociations dans le cadre des institutions des Nations Unies, défendre et conquérir des marges de manœuvre, élaborer des politiques autonomes de développement, soutenir les mouvements populaires pour la paix, la démocratie, l'indépendance et la liberté.

Pierre BAUBY

## LE PS ET LA RECONQUETE — suite de la page 13 : notes

- (1) Appel paru dans *Le Monde* — 26 mars 86
- (2) cf deux tribunes libres du *Monde* (avril 86). Montbercet serait une personnalité proche de François Mitterrand
- (3) Sur le renouveau du PS jusqu'en 81, cf *La social-démocratie à la française — Prolétariat n°22*
- (4) L'ensemble des chiffres est tiré du sondage post-urnes Bull-BVA auprès de 4 229 électeurs
- (5) Pour mémoire, 4% des étudiants et 6% des moins de 25 ans ont voté PCF
- (6) Echantillon national des chefs d'entreprises privées de plus de 10 salariés
- (7) Elle varie de +30 à +42 points dans les années 70
- (8) 12% de «bonnes opinions» en 85
- (9) L'écart entre les bonnes opinions le concernant et celles attribuées au parti arrivé en second diminue fortement mais reste positif : (+21) en 1981, (+1) en 1985
- (10) Les chiffres publiés ici sont tirés d'un sondage réalisé en janvier 85. A droite, 63% se prononcent pour une mauvaise gestion, 37% pour l'oubli des idées
- (11) Chiffres tirés d'un sondage réalisé en septembre 1985
- (12) Cette enquête menée dans le cadre du CEVIPOF de Sciences politiques par Henri Rey et Françoise Subileau a porté sur 40% des effectifs du PS dans 24 fédérations représentatives de l'ensemble; 3 684 questionnaires ont été dépouillés et traités.
- (13) Désaccord sur l'école, la laïcité : 15%, sur les rapports avec le PCF : 3%. Pas de désaccord : 19%
- (14) Voir sur ce sujet l'article du *Monde* : «Le PS, parti attrape-tout ?» du 2 avril 1986

# Un mode de développement

## « A LA CHINOISE »

L'Assemblée populaire nationale chinoise vient d'adopter le 7<sup>e</sup> plan quinquennal de l'économie nationale et du développement social qui couvre les années 86 à 90. L'élaboration de ce plan, qui a duré trois ans, a pris appui sur les réformes engagées depuis que l'accent a été mis sur la modernisation en décembre 1978, les expériences mises en œuvre dans les zones rurales puis urbaines (depuis octobre 1984). Ce 7<sup>e</sup> plan concrétise l'orientation consistant à définir un mode de développement original, répondant aux caractéristiques économiques, sociales, culturelles de la Chine, pays du Tiers Monde, en voie de développement. Il manifeste une série de ruptures par rapport à nombre d'orientations mises en œuvre depuis 1949 et traduit une réflexion sur le socialisme qui dépasse le seul cadre de la Chine.

♦♦

**B**on nombre d'analyses sur les réformes entreprises en Chine ces dernières années — souvent de Chinois eux-mêmes — font état du mode de développement mis en œuvre au cours des années 50 et 60 comme copie du modèle soviétique au lendemain de la révolution de 1949. Si dans nombre de domaines cette appréciation recouvre des réalités, elle apparaît réductrice d'une réalité plus complexe dont rendent compte bien des débats et événements, qu'il serait erroné de réduire au « grand bond en avant » ou à la Révolution culturelle. Soulignons ainsi l'important texte de Mao Zedong du 25 avril 1956, *Sur les dix grands rapports*, qui tire des leçons de l'expérience soviétique, dresse un bilan des premières années de l'expérience chinoise et fixe des orientations qui tiennent compte des conditions concrètes du pays. Outre l'inspiration du modèle soviétique, il a également été tenu compte des expériences acquises avant 1949 dans les zones libérées, du bas niveau de socialisation de la production ainsi que du jeu des influences du féodalisme ancien ou du volontarisme nouveau. Le mode antérieur de développement, dont les critiques se sont approfondies depuis 1978, comportait donc déjà des spécificités tenant compte des réalités de la Chine et bien des réformes d'aujourd'hui ont eu leurs prémices antérieurement.

Les critiques du mode antérieur de développement font état de son caractère figé et rigide, de son incapacité d'adaptation. Elles portent essentiellement sur le système de propriété, la planification, le rôle de l'Etat et du marché, les rapports entre Etat, économie et société, les prix et les salaires, les rapports avec l'étranger. Dans tous ces domaines, des orientations nouvelles ont été définies et mises en œuvre ces dernières années. Le 7<sup>e</sup> plan marque une étape dans ce processus de réforme généralisée.

### LE SYSTEME DE PROPRIÉTÉ

Le changement du système de propriété avait été mené assez rapidement au début des années 50 au point qu'il a été considéré comme accompli pour l'essentiel en 1956, avec la quasi-disparition de la propriété individuelle. La propriété publique prend alors deux formes : la propriété collective et la propriété dite du peuple entier ou propriété d'Etat. Cette dernière a vu sa part croître progressivement tant elle fut considérée comme la forme suprême de la propriété publique socialiste. Cela a amené concentration et centralisation au niveau de l'Etat, sclérose des entreprises agricoles, industrielles et commerciales, faibles intérêts et initiative des travailleurs. Aujourd'hui, les Chinois y voient les racines du subjectivisme et de la bureaucratie (1), d'autant plus que la Chine est un pays immense, diversifié et très peuplé. L'Etat apparaît tout à fait incapable de résoudre tous les problèmes à la fois, ceux de la grande production moderne et automatisée comme ceux de la petite production où le travail manuel tient une place considérable, ceux de l'agriculture comme ceux de l'industrie et du commerce, l'emploi, comme la diversité des situations locales et régionales.

La réforme du système de propriété est basée sur une diversification entre propriété d'Etat, propriété collective et propriété individuelle, formes qui doivent connaître un développement simultané et une coexistence à long terme, la propriété d'Etat restant la force dominante, mais étant elle-même réformée. La réforme a été menée d'abord dans les campagnes avec l'instauration du système de responsabilité à rémunération forfaitaire, reposant sur la famille, avec maintien de la propriété publique des terres et des principaux moyens de production. Dans les bourgs et villes, la

propriété individuelle a été restaurée : fin 1985, on dénombrait près de 3 millions de familles spécialisées dans l'industrie et le commerce privés, soit 24 fois plus qu'en 1978; la propriété privée représente aujourd'hui 0,2% de la production industrielle (contre 25% pour la propriété collective et 73,6% pour la propriété d'Etat) et 9,6% des ventes au détail de marchandises (40% pour la propriété collective et 46% pour la propriété d'Etat). Par ailleurs, afin de mettre fin au cloisonnement des trois grands types de propriété, ont été expérimentées des formes d'entreprises de gestion associée entre l'Etat et des collectivités, l'Etat et des particuliers, des collectivités et des particuliers, des capitaux chinois et étrangers; en 1984, 1 000 entreprises de ce type (0,23% des entreprises industrielles) occupaient 370 000 ouvriers et employés (0,3% de la population active) et produisaient 1,2% de la production industrielle. En ce qui concerne les 6400 grandes entreprises d'Etat, 1,5% du nombre total des entreprises, mais 45% de la production industrielle du pays, outre la séparation de la propriété et du pouvoir de gestion (cf ci-dessous), est actuellement étudié et expérimenté un système de répartition de la propriété en actions, dont l'Etat aurait la majorité, les gestionnaires et ouvriers de chaque entreprise en détenant une partie.

### L'ÉTAT, LA PLANIFICATION, LE MARCHÉ

La propriété d'Etat avait été confondue avec l'administration directe des entreprises par les institutions de l'Etat. Les entreprises étaient progressivement devenues des sortes de succursales des services administratifs, renforçant la bureaucratie et amenant une efficacité réduite. Aussi a-t-il été décidé de séparer propriété et gestion et d'élargir l'autonomie de gestion et les responsabilités des entreprises : responsabilité de gestion au directeur de l'entreprise, sous contrôle des assemblées ouvrières et de leurs représentants; remplacement du système de réversion des bénéfices à l'Etat par le paiement d'un impôt, l'entreprise restant maîtresse de ses bénéfices pour financer ses investissements ou augmenter les salaires et primes; droit pour les entreprises de créer leurs propres services commerciaux; développement de banques spécialisées dans les prêts aux entreprises... Les entreprises doivent avoir des capacités d'auto-accumulation, d'auto-rénovation et d'auto-développement.

L'Etat et l'administration voient dès lors leurs pouvoirs réduits, canalisés. L'Etat doit se limiter et orienter et guider la gestion, coordonner par des mesures économiques, administratives et législatives, contrôler globalement et a posteriori. La fonction et la place de la planification sont redéfinies. Une planification centralisée de toute l'économie — d'ailleurs jamais complètement réalisée dans les faits en Chine — est paralysante, car l'Etat ne peut suivre l'ampleur de toutes les évolutions. Des écarts interviennent entre les exigences subjectives du plan et les conditions objectives. Des demandes des consommateurs sont négligées et on aboutit à une surproduction de certains biens et à une sous-production d'autres. La ré-

forme consiste à distinguer les productions stratégiques (minerais, énergie, transports) qui restent planifiées nationalement, de la production de biens de consommation, dont la régulation repose sur le marché. La place du plan impératif est réduite et sont encouragées les initiatives des instances locales, en particulier des villes moyennes.

La réforme insiste en effet sur l'erreur qui a longtemps prévalu, opposant économie planifiée, identifiée à plans obligatoires, et économie marchande. D'une part, planification n'est pas synonyme de plans obligatoires. D'autre part, la production marchande et le marché ont un rôle à jouer sous le socialisme pour réguler la production de nombreux biens et services. L'économie socialiste est une économie marchande reposant sur la propriété publique des moyens de production et régie par un plan. L'objectif est donc d'associer plan et marché, centralisation et décentralisation, intérêts immédiats et à long terme, partiels et généraux (2).

Cela amène à remettre en cause la fixation des prix par l'Etat, car ils en viennent alors progressivement à ne plus refléter la productivité du travail ni les rapports entre offre et demande. Cela engendre par ailleurs une faible qualité des produits. Les prix ne correspondent plus aux valeurs; cela limite les initiatives des producteurs et entrave le développement de la production. La loi de la valeur a une fonction essentielle sous le socialisme, tout comme le marché et la concurrence. Ainsi ont été réduits le nombre de prix fixés par l'Etat et élargis les prix flottants (en fonction de la qualité des produits) et les prix libres. Par ailleurs, a été décidé de rapprocher progressivement les prix planifiés des valeurs et des prix du marché.

En ce qui concerne les salaires, la réforme met en cause l'égalitarisme pour adopter la règle de la rémunération en fonction du travail fourni. Les salaires sont donc plus individualisés. Les motivations fondées sur les revenus et les consommations sont prises en compte pour l'augmentation de la quantité et de la qualité de la production. Car le socialisme n'a d'autre but que d'améliorer les conditions de vie matérielle et culturelle du peuple, en augmentant la production et la productivité. Il doit viser à la satisfaction des besoins et aspirations populaires, tant matériels qu'humains, culturels et politiques. Comme le souligne Deng Xiaoping, « la pauvreté n'est pas synonyme de socialisme » (3).

### L'OUVERTURE SUR L'EXTÉRIEUR

La réforme vise également à développer l'ouverture sur l'extérieur. Au lendemain de la Libération, la Chine a été victime d'un blocus des puissances impérialistes. Mais l'édification s'est ensuite menée en quasi-autarcie. Pour Deng Xiaoping, celle-ci comportait un double aspect : « fermer la porte au monde extérieur et imposer à l'intérieur le cloisonnement régional et départemental » (3).

Il s'agit aujourd'hui d'examiner les méthodes de gestion avancées des pays étrangers, y compris celles des pays capitalistes développés, dans la mesure où leurs expériences reflètent la production sociale. L'objectif consiste à assimiler le positif et à écarter le négatif,

pour prendre en compte la révolution scientifique et technologique et adopter des techniques avancées qui permettent de sauter certaines phases traditionnelles du développement industriel. Zhao Ziyang parle de « briser le carcan des idées autarciques » et critique l'erreur d'« opposer confiance en soi et ouverture sur l'extérieur » (2). D'où l'appel aux capitaux étrangers, la création de trois zones économiques spéciales et de quatorze zones côtières. L'ouverture aux capitaux étrangers est conçue comme complément pour l'édification. Les échanges de marchandises (27 milliards de dollars d'exportations et 42 milliards de dollars d'importations en 1985) restent d'ailleurs faibles et ne représentent que moins de 10% du PNB, la Chine se situant dorénavant au 16<sup>e</sup> rang mondial dans le commerce international. De même, les crédits étrangers représentent en 1985 4,3 milliards de dollars, dont 2,3 milliards de crédits et 1,9 milliard d'investissements directs. Françoise Lemoine parle à ce propos d'« économie entrouverte ».

## UN MARXISME CRÉATEUR ET VIVANT

Plus généralement, la critique du mode de développement antérieur porte sur le dogmatisme opposé au marxisme créateur. Su Shaoshi (1) explique que pendant une longue période, personne n'osait préférer ce qui n'avait pas été exprimé par Marx, Engels, Lénine ou Staline, ou s'éloigner de l'expérience de l'URSS. Dans le Mouvement communiste international existait la théorie erronée d'un modèle du socialisme universellement applicable. On s'en tenait à la tendance générale de l'évolution historique. Cette tendance à dogmatiser le marxisme l'a amené à ne pas explorer ni répondre en temps voulu aux nouvelles évolutions et aux nouveaux problèmes, qu'ils aient été posés par le capitalisme, le socialisme ou les sciences. Le marxisme stagnait et l'on peut, à juste titre, dans ces conditions, parler de crise du marxisme (1).

Au contraire, il faut « briser les limites du dogmatisme et restaurer l'esprit créatif et vivant du marxisme » (1), partir de la réalité et de l'expérience pratique, unir théorie et pratique — ce qui est la caractéristique fondamentale du marxisme — rechercher la vérité dans les faits, pour enrichir et développer le marxisme. Les problèmes d'un pays ne peuvent être résolus que par les marxistes de ce pays, en partant des conditions concrètes locales. Le socialisme en Chine ne peut être qu'adapté aux réalités de la Chine (1). Deng Xiaoping exprime ainsi cette idée : « Combiner le marxisme avec la réalité chinoise, rechercher la vérité dans les faits, associer la théorie et la pratique, envisager tout problème à partir des conditions concrètes, c'est maintenir les idées fondamentales du camarade Mao Zedong » (3).

Cela amène également à redéfinir le socialisme comme période transitoire entre le capitalisme et le communisme. Les réformes et évolutions sont le contenu même du socialisme. Les modèles figés sont incompatibles avec son développement.

## RECHERCHES, EXPÉRIMENTATIONS ET QUESTIONS

La présentation du 7<sup>e</sup> plan a été l'occasion de dresser un bilan des réformes opérées ces dernières années. Entre 1981 et 1985 (6<sup>e</sup> plan), la production a augmenté de 11% par an (12% pour l'industrie, 8,1% pour l'agriculture), le PNB a progressé de 10% l'an, l'amélioration du niveau de vie a été sans précédent. Les revenus moyens en yuans constants ont augmenté annuellement de 13,7% pour les paysans et de 6,9% pour les citadins, permettant de compenser quelque peu les écarts qui s'étaient creusés, le monde rural ayant subi « classiquement » une extorsion de ressources pour financer l'industrialisation; le 7<sup>e</sup> plan prévoit d'ailleurs une poursuite de cette progression différenciée, le niveau de vie devant progresser annuellement de 7% pour les ruraux et de 4% pour les citadins. Entre 1981 et 1985, 35 millions d'emplois ont été créés dans les agglomérations, ramenant le taux d'« attente d'emploi » de 4,9% à 1,5%. De même, 630 millions de m<sup>2</sup> de logements ont été construits dans les zones urbaines et 3,2 milliards dans les campagnes (2).

Pour autant, ces résultats ne sauraient masquer l'ampleur des questions qui se posent aujourd'hui à la Chine et qu'elle cherche à résoudre avec beaucoup de pragmatisme, ce dont témoigne le contenu du 7<sup>e</sup> plan (4).

Un problème essentiel concerne l'emploi. Entre 1982 et 2000, la population de la Chine devrait passer de 1,015 à 1,2 milliard d'habitants. Mais, compte tenu de la pyramide des âges — en 1982, un tiers de la population a moins de 15 ans — 300 millions de personnes atteindront l'âge de travailler d'ici la fin du siècle. La population active augmentera de 236 millions d'ici l'an 2000, passant de 61 à 71% de l'ensemble de la population (5). Autant d'emplois à créer, alors même qu'existe déjà une surpopulation agricole et que tout progrès technique dans l'agriculture accentue l'excédent de main d'œuvre. On estime que dans les cinq prochaines années, 100 millions de paysans devront abandonner la terre. Face à l'ampleur de ce problème, l'objectif est de développer l'industrialisation à la campagne, dans les villages, et surtout les bourgs. Il s'agit de combattre la tendance à la croissance exponentielle des villes, mal endémique dont souffrent la plupart des pays du Tiers Monde. Les bourgs devraient connaître un développement important, passant de 2000 aujourd'hui à 60 000 en l'an 2000 et regroupant alors 300 millions d'habitants. Entre 1980 et 1984, le nombre des ouvriers dans les entreprises rurales est passé de 30 à 52 millions. Mais Yves Berthelot souligne qu'« il sera difficile d'éviter que l'exode agricole ne se transforme en exode rural » (6). On comprend dans ces conditions l'insistance sur l'objectif de maîtrise de la croissance démographique, afin de ne pas dépasser 1,2 milliard d'habitants, ce qui recouvre les multiples incitations à l'enfant unique, même si cela crée d'autres problèmes sociaux et d'éducation.

Autre problème essentiel, le développement des disparités dans de nombreux domaines : entre familles paysannes, entre zones agricoles plus ou moins favorisées par leurs situations, entre régions, entre zones

industrielles, selon qu'elles sont ouvertes ou pas, entre entreprises aux techniques modernes ou non, entre celles à capitaux étrangers et à capitaux chinois... Ainsi, Philippe Aguiñer souligne les disparités régionales de développement entre 4 provinces côtières (Zhejiang, Jiangsu, Fujian, Guangdong), ainsi que le Hubei par rapport au marasme industriel du nord-ouest (excepté le Xinjiang) (7). L'orientation actuelle consiste à permettre l'enrichissement de certains avant les autres, comptant qu'il aura un effet d'entraînement sur l'ensemble au lieu de polariser de plus en plus la situation entre familles, villes et régions. Cette orientation demande à être confrontée aux réalités, même si le plan prévoit aides et compensations pour les régions les plus défavorisées.

Il faut également souligner le caractère irrégulier de l'importante croissance enregistrée ces dernières années : les périodes de ralentissement relatif succèdent aux accélérations et aux déséquilibres. Ainsi, fin 84-début 85 sont intervenues des augmentations brutales des investissements, de l'émission de monnaie, du déficit commercial (15 milliards de dollars en 1985) et de l'inflation (l'indice des prix a augmenté de 18,7% entre 1980 et 1985, dont 9% pour la seule année 1985, augmentation plus forte dans les villes qu'à la campagne). Le 7<sup>e</sup> plan prévoit en conséquence un ralentissement du taux de croissance (au-

tour de 7% l'an), la limitation de la progression des investissements, la priorité donnée à l'augmentation des exportations, l'importation de capitaux et de technologies lui étant soumise.

Sans prétendre dresser une liste exhaustive des problèmes auxquels la Chine est aujourd'hui confrontée, il faut insister sur la question de la démocratie et du système politique et institutionnel, tant le développement économique multiplie les besoins culturels, sociaux comme d'expression pluraliste. Le 7<sup>e</sup> plan insiste sur le renforcement de la légalité, la codification sous forme de lois qui doit devenir un moyen essentiel de régulation des rapports et activités, ce qui est effectivement nouveau pour la Chine. Soulignons par ailleurs que la discussion du 7<sup>e</sup> plan par l'Assemblée populaire nationale a été l'occasion de votes contradictoires et d'amendements importants aux projets soumis par le gouvernement. Il y a en ce domaine un vaste champ de questions et de réformes pour l'avenir.

Sur l'ensemble des problèmes qui se posent, les Chinois insistent sur leur démarche faite de recherches, d'expérimentations, de corrections des inévitables erreurs, tant il est vrai que forger un mode de développement à la chinoise implique d'apporter sans cesse des réponses nouvelles. Il y a là un objet d'étude et de réflexion qui dépasse le seul cadre de la Chine.

- (1) Su Shaoshi, vice-président de l'Académie des sciences de Chine, « Perspectives pour le socialisme, vues d'après les expériences et les leçons tirées par la Chine », dans *Le socialisme au seuil du 21<sup>e</sup> siècle* (pp. 286 et ss.), ouvrage collectif en collaboration avec la revue yougoslave *Socialisme dans le monde*, publiée en France par l'ISER.
- (2) Zhao Ziyang, Rapport sur le 7<sup>e</sup> plan, Beijing Information n°16.
- (3) Edifier un socialisme à la chinoise, Editions en langues étrangères.
- (4) Beijing Information n°17.
- (5) L'économie chinoise, La Découverte, Repères n°39.
- (6) Economie prospective internationale, revue du CEPIL, n°21, 1<sup>er</sup> trimestre 1985.
- (7) Courrier des pays de l'Est, n°298, septembre 1985, La Documentation française.



## Le terrorisme international : les aspects juridiques et politiques

Le terrorisme international revient à l'ordre du jour. La piraterie aérienne, la prise d'otages, le sabotage, la pose d'explosifs dans les moyens de transport, les tentatives d'assassinat et d'attaque contre les ambassades le personnel diplomatique — ce ne sont là que quelques aspects de l'action terroriste qui préoccupent le monde entier. Tous les pays se sentent pratiquement concernés par ce problème. Le terrorisme se manifeste sous multiples formes et peut avoir des objectifs différents de sorte qu'il n'épargne aucun système social et politique et qu'il peut viser n'importe quelle région de notre globe. Grâce aux moyens de communications modernes, une action terroriste peut être projetée dans un premier lieu, exécutée dans un deuxième et achevée dans un troisième. C'est ainsi que plusieurs Etats se trouvent impliqués et parfois même plusieurs continents. Les auteurs d'une action terroriste sont parfois de nationalité différente. Très souvent, il arrive que des Etats appartenant à différents groupements politiques ou qui sont en état d'hostilité déclarée soient engagés à la répression d'une action terroriste ou de ses conséquences.

La communauté internationale et en particulier les Nations Unies sont préoccupées depuis un certain temps par la question du terrorisme international. Il n'existe au-

cune convention internationale générale qui définirait de manière globale et substantielle les droits et les obligations des Etats dans la répression du terrorisme. L'Assemblée générale de l'ONU a adopté à sa 28<sup>e</sup> session une convention internationale sur la prévention et la répression des crimes dont les victimes seraient des personnes jouissant de l'immunité internationale, les agents diplomatiques y compris. Cette convention assure la protection aux chefs d'Etat, aux gouvernements, aux ministres des Affaires étrangères, aux représentants et aux fonctionnaires d'Etat et des organisations inter-gouvernementales et à leurs familles. Par conformité au droit de chaque pays contractant, les attentats, la prise d'otages et autres formes d'agression contre la personne ou la liberté d'un individu, d'un groupement ou d'un établissement jouissant de l'immunité internationale sont considérés comme un acte criminel. Les Etats contractants se sont également engagés à coopérer au niveau de la prévention de ces actes criminels à échanger des renseignements et à fournir une aide juridique.

Mais cette convention, bien qu'elle traite de la prévention, n'apporte aucune précision sur les mesures préventives qui seraient appliquées. La Convention contre la prise d'otages adoptée à la 34<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale marque un progrès dans ce sens.

Sur la proposition de la délégation yougoslave, l'article 4 de cette convention prévoit que tous les pays membres « envisagent des mesures pratiques afin d'empêcher que des actions terroristes soient préparées sur leur territoire quel que soit le lieu de leur exécution ». Des mesures sont aussi prévues d'après ce même article de la convention pour réprimer « les actes illicites organisés sur le territoire des pays contractants par des individus, groupes ou organisations dont l'objectif serait la prise d'otages... ». Cette disposition a fait l'objet de nombreux débats au comité ad hoc chargé de l'élaboration de la convention. En effet, les pays occidentaux se sont opposés au début à l'adoption de la proposition yougoslave qui d'après eux serait contraire à leurs systèmes juridiques et porterait atteinte à la démocratie, aux libertés de l'individu et limiterait le droit d'association et d'organisation privée, etc. En s'appuyant sur des arguments probants, la délégation yougoslave a réussi à lever le doute tout en insistant sur le rôle des mesures préventives dans la répression du terrorisme international et le danger que pourrait renfermer une pareille interprétation de la démocratie qui permettrait l'organisation d'actes terroristes, autrement dit qui accorderait le droit à tout individu, groupe ou organisation de les préparer librement. La délégation yougoslave a rappelé à cette occasion que la pré-

paration ou l'organisation d'actes terroristes était sévèrement réprimandée par tous les systèmes juridiques et que, par conséquent, elle ne voit pas d'objection à ce que cette disposition soit insérée dans la convention. Après avoir été introduite dans la Convention contre la prise d'otages, la disposition sur la répression de la préparation d'un acte criminel par des individus, groupes ou organisations a été également incluse dans les recommandations sur la répression du terrorisme (adoptées au Comité pour le terrorisme en 1979 et approuvées par consensus en 1981 à la 36<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale de l'ONU); la Résolution sur « l'examen des mesures effectives visant la promotion de la protection, de la sécurité et de la sûreté des missions diplomatiques et consulaires et de ses représentants » (adoptée par consensus à toutes les sessions de l'Assemblée générale de l'ONU de 1980 à aujourd'hui); et le document final de la réunion madrilène de la CSCE, etc. L'interdiction de toute activité d'individus ou de minorités organisées qui seraient engagés dans les préparatifs d'un acte criminel est devenue ainsi inhérente à la partie du droit international qui se rapporte à la lutte contre le terrorisme.

La recrudescence des détournements d'avions et de la prise d'otages a remis à l'ordre du jour la convention contre la prise d'otages. Outre l'article 4 sur les mesures préventives, la convention contient plusieurs dispositions qui constituent une nouveauté par rapport aux règlements internationaux antérieurs. Il devient pratiquement impossible que des auteurs d'actes de prise d'otages restent impunis. Il est formellement indiqué (article 12) que cette convention s'applique en cas d'actes de prise d'otages en temps de paix, dans les autres circonstances, la convention de Genève de 1949 et les protocoles qui y ont été associés étant toujours d'actualité (pour les prises d'otages en temps de guerre notamment). Simultanément, cet article lève tout doute au sujet du traitement des mouvements de libération en tant que partie en conflit qui se soustrait également à la convention de Genève ou plus exactement aux protocoles asso-

ciés à la convention de Genève de 1949 auxquels se réfère précisément l'article 12 de la convention contre la prise d'otages.

La convention traite tout spécialement de la protection de la vie et de la santé des otages. La disposition 1 de l'article 3 souligne que « l'Etat contractant sur le territoire duquel l'auteur de l'acte criminel détient l'otage, doit entreprendre toutes les mesures nécessaires pour soulager la position de l'otage, et surtout pour assurer sa libération ou, selon les cas, son départ après la libération ». Bien que la majorité des pays membres de l'ONU aient souligné qu'ils ne négocieront pas avec les ravisseurs, la vie et la sécurité des hommes en vue de leur remise en liberté a néanmoins obtenu la priorité.

Une autre clause de la convention mérite d'être mentionnée. Il s'agit de l'article 14 qui souligne précisément « qu'aucune disposition de cette convention ne peut être interprétée de sorte qu'elle puisse justifier la violation de l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un pays, ce qui serait contraire à la Charte des Nations Unies ». Cet article a été inséré sur la proposition des pays non-alignés membres du Comité ad hoc chargé de l'élaboration de la convention. Dans sa première version de travail, on l'avait appelé « la clause d'Entebbé ». En effet la première version de la convention avait été proposée immédiatement après les événements qui se sont produits à l'aéroport d'Entebbé lorsqu'un commando de l'armée israélienne avait libéré ses citoyens et les autres passagers de l'avion détourné qui s'était posé à l'aéroport d'Entebbé, et violé ainsi la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ouganda. En ajoutant l'article 14 à la convention, les pays non-alignés ont voulu insister sur le fait que malgré la condamnation générale de la prise d'otages et la priorité accordée à la protection de leur vie et de leur santé, il est essentiel de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale d'un pays sinon les conséquences pourraient être tragiques pour les otages et aussi dans un contexte plus large pour l'ensemble de la communauté internationale, la paix et la sécurité. La pratique a démontré tout le bien-fondé de l'adoption d'une pareille clause.

Outre les conventions susmentionnées (la protection des diplomates et des otages) plusieurs résolutions, déclarations, recommandations et d'autres actes ont été adoptés aux Nations Unies dessinant les contours juridiques de la lutte contre le terrorisme. A cela il faut ajouter encore trois autres conventions adoptées par l'organisation internationale de l'aviation civile : la convention de Tokyo (1963) sur la répression des crimes et autres actes illicites commis à bord d'un aéronef; la convention de La Haye (1970) sur la répression de la piraterie aérienne, et la convention de Montréal (1971) sur la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile. Ces conventions se complètent mutuellement et suivent de près l'évolution de la « technique du détournement d'avion » et du danger qui menace le trafic civil aérien. Elles répondent à pratiquement toutes les questions relatives au détournement d'avion et aux dangers qui menacent le trafic aérien, la vie des passagers, ainsi qu'aux questions se rapportant à l'endommagement et à la destruction d'un aéronef.

La lutte contre le terrorisme a également été examinée dans le cadre de plusieurs organisations régionales. Deux conventions ont été adoptées. L'Organisation des Etats américains (OEA) a adopté la convention de Washington et le Parlement européen a adopté la convention de Strasbourg. L'Acte final d'Helsinki contient une clause sur le terrorisme qui a été parachevée à la réunion madrilène de la CSCE. En adoptant cette clause, les pays membres de la CSCE sont convenus de lutter contre le terrorisme international. Dans cet ordre d'idées, ils ont surtout insisté sur les mesures préventives.

Bien qu'il n'existe aucune convention internationale générale sur la répression de toutes les formes de terrorisme, les cadres juridiques définis jusqu'ici permettraient néanmoins à la communauté internationale de mener une action réussie contre le terrorisme international. Il est évident que le problème de la répression du terrorisme est ailleurs. Si l'on voulait résumer ce problème en une seule phrase, on se limiterait à dire que les mesures préventives ne sont pas appliquées et que l'on aborde le problème du

terrorisme international avec une forte dose d'opportunisme politique (la politique des doubles standards). Il faut néanmoins considérer le problème du terrorisme à travers le prisme de l'ensemble des rapports dans le monde dont il est finalement le produit. Tout en prenant une part active dans l'élaboration des instruments juridiques de la lutte contre le terrorisme, les pays non-alignés ont toujours fait ressortir que la communauté internationale devait s'attaquer aux générateurs de l'activité terroriste et à ses origines.

Un groupe de pays non-alignés et de pays en voie de développement a exposé à la session du Comité de l'ONU pour le terrorisme en avril 1979 son point de vue en ce qui concerne les origines du terrorisme tout en insistant sur le fait que le terrorisme d'Etat constitue le plus gros danger pour la vie humaine, la paix et la sécurité dans le monde. L'une des raisons essentielles de l'émergence du terrorisme d'Etat réside dans le comportement de certains pays qui se manifeste sous forme de colonialisme, de racisme, d'agression, d'occupation, d'intervention, d'ingérence dans les affaires internes de pays tiers ou sous forme d'exploitation économique, etc. On pourrait également mentionner les origines psychomédicales du terrorisme individuel, les opinions fascistes et chauvinistes des individus, groupes ou organisations qui stimulent des activités terroristes.

Ces derniers temps, on assiste à une recrudescence des actes terroristes et c'est pourquoi de nouvelles initiatives ont été lancées en faveur de l'engagement de l'ONU dans une lutte concrète contre le terrorisme. Simultanément, les Etats membres de l'organisation mondiale ont été sommés de s'abstenir de toute confrontation dans la définition du terrorisme d'Etat et de s'engager plutôt pour l'adoption de mesures permettant de surveiller le ravitaillement des terroristes en armes et en faveur de la détermination des standards internationaux pour la protection des aéroports, et aussi en faveur de la présence des services de sécurité à bord des avions de ligne, etc.

Il va sans dire que le parachèvement et l'élargissement des cadres juridiques de la lutte contre le terrorisme ne peut qu'être utile. L'Assemblée générale peut en effet adopter une fois encore par consensus la convention sur le terrorisme ou plus précisément ses amendements. Mais tout cela nous permettra-t-il d'éliminer le problème du terrorisme international?

L'adoption de nouveaux instruments juridiques n'est pas suffisante. Elle devrait être suivie d'un changement dans le comportement de certains pays. On ne peut compter sur une lutte efficace contre le terrorisme international dans une partie de notre globe si dans une autre on encourage et on finance des groupes terroristes et la terreur contre une population innocente. On ne peut compter sur la sécurité des ambassades dans les autres pays si d'autre part on tolère que les ambassades de ces pays soient constamment menacées et attaquées. Les appels en faveur d'une lutte concrète contre le terrorisme resteront sans écho si l'on tolère d'un autre côté que les hommes politiques pour des raisons électorales flirtent avec diverses organisations fascistes d'où proviennent certains criminels ou terroristes. Comment peut-on répondre sérieusement à l'appel en faveur de la lutte contre le terrorisme si, d'un autre côté, contrairement aux obligations découlant des conventions internationales et d'autres actes juridiques et politiques, on autorise l'enregistrement et l'activité d'organisations terroristes déclarées?

Dans certains pays, tels que la Suède par exemple, un ancien leader du parti conservateur et ancien ministre de la Justice va jusqu'à signer la demande de grâce pour l'assassin de l'ambassadeur yougoslave Ročević tandis que l'avocat du criminel affirme que l'assassinat n'est pas un acte terroriste d'après les «règles démocratiques de la Suède». Et nous revoilà dans les mêmes ornières: «les règles démocratiques» protègent les terroristes et les assassins tandis que les victimes doivent comprendre ces «règles démocratiques». Cela n'a rien à voir ni avec la démocratie ni avec le droit. L'avocat devrait au moins le savoir. Il ne nous reste qu'à espérer qu'un pays qui

soutient l'élaboration de la convention contre la prise d'otages, la résolution sur la protection des diplomates et qui est signataire de l'Acte final d'Helsinki et participant actif de la réunion madrilène de la CSCE au cours de laquelle il a même accepté de s'engager en faveur de la lutte contre le terrorisme et les actes terroristes qui seraient sévèrement réprimandés, saurait s'en tenir aux obligations qu'il a publiquement contractées.

Le terrorisme international préoccupe la communauté internationale et fait de nombreuses victimes. La faim dans le monde, les nombreux conflits et agressions, l'occupation et les interventions militaires comme d'autres activités subversives font bien plus encore de victimes. Cela ne veut pas dire toutefois qu'il faut renoncer à la lutte contre le terrorisme ou qu'il faut attendre que les autres problèmes, ceux qui font plus de victimes, soient d'abord résolus. Car, dès demain, on devra faire face à d'autres formes de terrorisme, au terrorisme nucléaire qui lui, ne visera pas seulement des victimes humaines individuelles.

La communauté internationale doit engager une lutte énergique contre le terrorisme. Cela ne sera possible que si tous les pays s'en tiennent strictement aux actes juridiques qu'ils ont eux-mêmes formulés et adoptés, quelle que soit la forme de l'acte terroriste, s'ils appliquent avec efficacité les mesures préventives et s'ils renoncent à tout contact avec des terroristes qui menacent ceux qui ne partagent pas les mêmes idées politiques et enfin, s'ils refusent de leur apporter une aide sous forme d'encouragement ou de financement de leurs activités terroristes et subversives. Si l'on veut vivre en paix et dans la tranquillité, il faut reconnaître que les autres aussi ont droit de vivre dans ces conditions. Il faut comprendre que la paix et la sécurité sont universels et que les îlots de paix ne peuvent longtemps résister dans un monde agité.

**Goran KAPETANOVIC**

*Article de la revue yougoslave  
«Revue de Politique  
internationale» — juillet 1985  
Boîte Postale 413 — Belgrade*

# SOMMAIRE

|                                                            |    |                                                                                |    |
|------------------------------------------------------------|----|--------------------------------------------------------------------------------|----|
| Éditorial .....                                            | 3  | Nord/Sud, Est/Ouest : la quadrature du globe .....                             | 18 |
| Quels devenir pour les communistes? .....                  | 4  | Un mode de développement «à la chinoise» .....                                 | 24 |
| Le PS et la reconquête .....                               | 10 | Document : Le terrorisme international, aspects juridiques et politiques ..... | 28 |
| Des militants du Languedoc s'interrogent sur mars 86 ..... | 13 |                                                                                |    |

Abonnez-vous à :

**Flash Alternative**

hebdomadaire

et **TRAVAILLEURS**

mensuel

Je désire

☐

prendre contact avec le PAC

☐

recevoir en spécimen un numéro de TRAVAILLEURS

☐

m'abonner un an (200,00 F)

☐

six mois (110,00 F)

Nom et prénom .....

Adresse et code postal .....

Entreprise .....

A retourner à : PRESSE D'AUJOURD'HUI - B.P. 90 - 75962 Paris Cedex 20